

---

## Revue financière

23	Rapport de gestion	56	Régimes de paiement fondé sur des actions
23	Mesures non conformes aux IFRS	57	Centre financier international
23	Vue d'ensemble des activités	57	Change
25	Données sur le marché	58	Transactions avec des parties liées
26	Événements importants au cours de l'exercice 2013	58	Méthodes comptables critiques et estimations
29	Conjoncture du marché à l'exercice 2013	61	Modifications futures aux méthodes comptables et aux estimations
29	Perspectives pour l'exercice 2014	61	Regroupements d'entreprises
30	Aperçu des exercices précédents – exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011	62	Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière
31	Aperçu financier	62	Gestion des risques
35	Résultats par région géographique	66	Politique en matière de dividendes
37	Informations financières trimestrielles	66	Déclaration de dividendes
40	Résultats des secteurs d'activité	66	Renseignements supplémentaires
53	Situation financière	67	Rapport des auditeurs indépendants
54	Arrangements hors bilan	68	États financiers consolidés et notes
54	Situation de trésorerie et sources de financement	111	Informations supplémentaires
55	Données sur les actions ordinaires en circulation	117	Glossaire
55	Actions privilégiées		
56	Données sur les actions privilégiées en circulation		

### MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS :

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les croyances, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2014 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Les lecteurs sont mis en garde contre le fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

---

# Rapport de gestion

Exercice 2013 clos le 31 mars 2013 – document daté du 21 mai 2013.

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats opérationnels de l'exercice clos le 31 mars 2013 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Financière Canaccord Inc. et « Canaccord » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2013, à partir de la page 67 du présent rapport. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 2013 sont préparés selon les IFRS.

---

## Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG – Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Compte de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins sont définis comme comprenant les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque la comptabilisation de ces éléments selon les IFRS reflète effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

---

## Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite des bureaux dans 13 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, à Hong Kong, en Chine continentale, à Singapour, au Myanmar, en Australie et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A et les actions privilégiées de série C sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des obligations et des actions à l'échelle mondiale, y compris les variations saisonnières sur ces marchés.

## ACTIVITÉS DE CANACCORD

Les activités de Financière Canaccord Inc. sont divisées en deux secteurs opérationnels : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

### Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

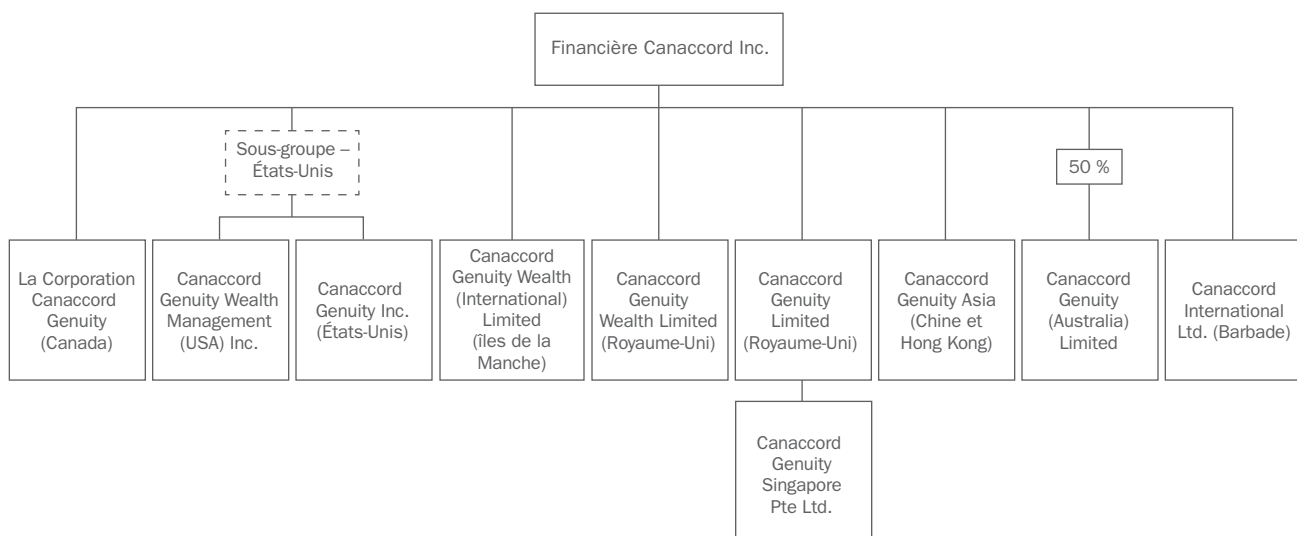
### Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun des marchés où la division mène ses activités. La division de gestion de patrimoine en pleine croissance de Canaccord a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, en Suisse et outre-mer (aux îles de la Manche et à l'île de Man).

### Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des services juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

### Structure de la Société



## ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux, y compris les variations saisonnières. De tout temps, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs au cours de la première moitié de l'exercice de Canaccord, période au cours de laquelle nous générons habituellement moins de 50 % de nos produits des activités ordinaires annuels. À l'exercice 2013, la saisonnalité a été conforme à celle des exercices passés, 56 % des produits des activités ordinaires annuels ayant été générés dans la seconde moitié de l'exercice.

La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

Canaccord a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

## Données sur le marché

### VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/13	T2/13	T3/13	T4/13	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation 2013/2012
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	10,8	10,4	14,8	9,8	45,8	54,6	(16,1) %
AIM (en milliards £)	0,8	0,5	0,9	0,6	2,8	3,6	(22,2) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	9,5	13,7	10,4	15,9	49,5	44,2	12,0 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

### Données sur le marché

Le total des valeurs de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et à l'AIM a enregistré des baisses par rapport à l'exercice précédent, tandis qu'au NASDAQ, il a connu une hausse de 12 %.

### INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, Canaccord tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, surtout en Amérique du nord et en Europe. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Canaccord menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, Canaccord demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2013, les activités sur les marchés des capitaux de Canaccord ont été axées sur les secteurs de la Société, soit : mines et métaux, énergie, technologie, soins de santé et sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation et de détail, immobilier et hôtellerie, infrastructures, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, technologies propres et développement durable, services de soutien, aérospatiale et matériel de défense, loisirs et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

## Événements importants au cours de l'exercice 2013

---

### NON SECTORIEL ET AUTRES

- Le 10 avril 2012, un montant de 97,5 millions \$ du produit net tiré du placement des actions privilégiées de série C de Canaccord a été affecté au remboursement partiel de la facilité de crédit à court terme de 150,0 millions \$ que la Société a obtenue à titre de crédit-relais dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc.
- Le solde de la facilité de crédit à court terme liée à l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc a été remboursé en totalité le 22 mai 2012.
- Le 7 juin 2012, Canaccord a annoncé la nomination de M. Dan Daviau à titre de président de Canaccord Genuity Inc. (activités de Canaccord exercées sur les marchés des capitaux aux États-Unis).
- Le 12 juillet 2012, Financière Canaccord Inc. a tenu son assemblée générale annuelle des actionnaires de 2012, au cours de laquelle toutes les motions ont été dûment adoptées.
- Le 13 juillet 2012, Financière Canaccord Inc. au Royaume-Uni a transféré son inscription de l'AIM au marché principal de la Bourse de Londres.
- Le 13 août 2012, Financière Canaccord Inc. a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), ou son programme de rachat d'actions, qui lui procure la capacité de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto à des fins d'annulation.
- Le 4 septembre 2012, la Société a annoncé l'arrivée de M. Alexis de Rosnay en tant que chef de la direction des activités de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe.
- Le 16 septembre 2012, Canaccord a nommé M. Peter O'Malley au poste de chef de la direction de Canaccord Genuity Asia.
- Le 24 septembre 2012, la Société a annoncé l'expansion de son entreprise britannique de gestion de patrimoine grâce à l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. (Eden Financial) (achevée le 1<sup>er</sup> octobre 2012).
- Le 24 septembre 2012, Canaccord a annoncé une nouvelle stratégie qui consiste à simplifier les activités de gestion de patrimoine canadiennes et à les recentrer dans de plus grandes villes canadiennes.
- Le 1<sup>er</sup> octobre 2012, Canaccord a nommé M. Philip Evershed au poste de chef mondial, Financement de sociétés.
- Le 6 novembre 2012, Canaccord a nommé M. Steve Buell au poste de chef mondial, Recherche.
- Le 7 novembre 2012, Financière Canaccord Inc. a accueilli à son conseil d'administration M. Dipesh Shah à titre d'administrateur indépendant additionnel.
- Le 1<sup>er</sup> février 2013, Canaccord a terminé l'intégration de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni aux activités d'Eden Financial Ltd.
- Le 1<sup>er</sup> mars 2013, Canaccord a parachevé l'intégration de son groupe de consultation établi au Royaume-Uni et en Europe, auparavant connu sous le nom Canaccord Genuity Hawkpoint, dans sa division mondiale élargie de financement de sociétés.
- Après la clôture de l'exercice 2013, le 1<sup>er</sup> mai 2013, l'ensemble des activités de gestion de patrimoine de Canaccord ont été renommées Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

### CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a été chef de file pour 111 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 3,7 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2013. Sur ces transactions :
  - le secteur du Canada a été chef de file pour 59 transactions qui ont recueilli 1,4 milliard \$ CA;
  - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 19 transactions qui ont totalisé 1,5 milliard \$ CA;
  - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 12 transactions qui ont récolté 487 millions \$ CA;
  - le secteur de l'Asie et de l'Australie a été chef de file pour 21 transactions qui ont mobilisé 331 millions \$ CA.

- Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a participé à un total de 382 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit brut de 31,4 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
  - le secteur du Canada a participé à 288 transactions qui ont recueilli 23,7 milliards \$ CA;
  - le secteur du Royaume-Uni a participé à 26 transactions qui ont totalisé 2,7 milliards \$ CA;
  - le secteur des États-Unis a participé à 44 transactions qui ont récolté 4,7 milliards \$ CA;
  - le secteur de l'Asie et de l'Australie a participé à 24 transactions qui ont mobilisé 337 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les transactions suivantes :
  - Une transaction de 695 millions £ pour esure à la Bourse de Londres
  - Trois transactions de 272,2 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
  - Une transaction de 118,0 millions £ pour Eland Oil & Gas plc à l'AIM
  - Une transaction de 115,7 millions \$ CA pour Artis Real Estate Investment Trust (REIT) à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 115,0 millions \$ CA pour Trez Capital Mortgage Investment Corporation (non inscrite en Bourse)
  - Une transaction de 110,0 millions \$ CA pour HealthLease Properties REIT à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 103,6 millions \$ CA pour Amaya Gaming Group Inc. à la Bourse de croissance TSX
  - Une transaction de 100,1 millions \$ CA pour American Hotel Income Properties REIT LP à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 100,0 millions \$ CA pour Financière Canaccord Inc. à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 100,0 millions £ pour Monitise plc à l'AIM
  - Une transaction de 100,0 millions £ pour Newlon Housing Trust (placement privé)
  - Une transaction de 100,0 millions £ pour Raglan Finance plc par une émission d'obligations de gros ayant fait l'objet d'un placement privé
  - Une transaction de 97,8 millions \$ US pour Insulet Corp. au NASDAQ
  - Une transaction de 94,0 millions \$ SG pour Geo Energy Resources Ltd. à la Bourse de Singapour
  - Une transaction de 89,1 millions \$ CA pour Trez Capital Senior Mortgage Investment Corporation (non inscrite en Bourse)
  - Une transaction de 80,0 millions £ pour Intermediate Capital Group plc par une nouvelle émission d'obligations de société à l'intention des épargnants
  - Une transaction de 75,0 millions \$ US pour Emerald Oil, Inc. à la Bourse de New York
  - Une transaction de 69,7 millions \$ CA pour Pure Industrial Real Estate Trust à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 68,2 millions \$ CA pour Sentry Select Primary Metals Corp. à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 65,0 millions £ pour CLS Holdings plc par une nouvelle émission d'obligations de société à l'intention des épargnants
- Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a participé à 107 transactions sur titres à revenu fixe au Canada qui ont permis de mobiliser 855,1 millions \$ pour des clients.
- Au Canada, Canaccord Genuity a mobilisé 748,0 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et 107,1 millions \$ pour des émissions d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2013.
- Canaccord Genuity a généré des honoraires de consultation record de 179,7 millions \$ au cours de l'exercice 2013, en hausse de 67 % par rapport au record enregistré à l'exercice précédent.
  - Pour Canaccord Genuity, il s'agit d'un troisième exercice record d'affilée pour les honoraires de consultation.
- Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a agi comme conseiller dans le cadre de 66 transactions, y compris les suivantes :
  - Conseiller de Viterra Inc. dans le cadre de son acquisition par Glencore International plc
  - Conseiller de Yellow Média Limitée dans le cadre de la restructuration de son capital de 2,8 milliards \$ CA
  - Conseiller de Primaris dans le cadre de sa défense contre une offre d'achat hostile et de sa vente à H&R REIT et KingSett Capital
  - Conseiller de Fawkes Holdings Limited dans le cadre de la vente de 42 hôtels Marriott situés au Royaume-Uni
  - Conseiller de Sportingbet plc dans le cadre de son acquisition par William Hill et GVC Holdings
  - Conseiller de Westcast Industries dans le cadre de son acquisition par Sichuan Bohon Group
  - Conseiller de Score Media Inc. dans le cadre de son acquisition par Rogers Communications Corp.

- Conseiller de Research in Motion dans le cadre de la vente de NewBay Software à Synchronoss Technologies, Inc.
- Conseiller de DHX Media Ltd. dans le cadre de l'acquisition de Cookie Jar Entertainment
- Conseiller d'EndoChoice, Inc. dans le cadre de sa fusion avec Peer Medical Ltd.
- Conseiller de Geomagic, Inc. dans le cadre de son acquisition par 3D Systems Corp.
- Conseiller d'Omega Protein Corporation dans le cadre de l'acquisition de Wisconsin Specialty Protein, LLC
- Conseiller de GT Advanced Technologies dans le cadre de l'acquisition de Twin Creek Technologies
- Conseiller de Mateco Group (Odewald & Compagnie) dans le cadre de son acquisition par TVH Group
- Conseiller d'IFG Group dans le cadre de la cession de sa division internationale à AnaCap Financial Partners

#### Gestion de patrimoine (mondial)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 235,1 millions \$ au cours de l'exercice 2013.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie totalisaient 26,8 milliards \$ au 31 mars 2013.
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 23 bureaux à l'échelle mondiale.

#### Gestion de patrimoine (Amérique du Nord et Australie)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 143,3 millions \$ au cours de l'exercice 2013.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 10,9 milliards \$ au 31 mars 2013, en baisse de 27 % par rapport à 14,8 milliards \$ à la fin de l'exercice 2012.
  - Cette baisse s'explique en grande partie par le repositionnement stratégique de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada, qui comprend la réduction de la plateforme canadienne par la fermeture de 16 succursales au cours de l'exercice 2013.
- Les actifs sous gestion ont atteint 835 millions \$, en hausse de 23 % par rapport à 677 millions \$ à la fin de l'exercice 2012.
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 190 conseillers et équipes de conseillers au Canada<sup>1</sup> et en Australie, dont :
  - 178 équipes de conseillers au Canada, soit 102 équipes de moins qu'au 31 mars 2012, du fait essentiellement d'un repositionnement stratégique de l'entreprise afin de se concentrer sur les principales villes canadiennes;
  - 12 conseillers en Australie.
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 16 bureaux à l'échelle du Canada, dont 8 étaient convertis à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI).
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait deux bureaux en Australie.

#### Gestion de patrimoine (Royaume-Uni et Europe)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 91,8 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 13,3 millions \$ avant impôt à l'exercice 2013.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) se sont inscrits à 15,9 milliards \$ (10,3 milliards £).
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity regroupait 122 gestionnaires en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe.
- Au 31 mars 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait cinq bureaux situés à Londres, sur l'île de Guernesey, sur l'île de Jersey, sur l'île de Man, et en Suisse.

<sup>1</sup>) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

## Conjoncture du marché à l'exercice 2013

Le début de l'exercice 2013 a été caractérisé par les craintes suscitées par de nouvelles inquiétudes relatives à la dette souveraine en Europe et par le ralentissement de la croissance économique. La crise financière grecque a encore une fois été au centre des préoccupations au premier semestre de l'année civile 2012, les élections et les protestations à l'égard des mesures d'austérité ayant perturbé les marchés financiers. Au chapitre du rendement économique, les craintes d'un atterrissage brutal en Chine se sont manifestées lorsque le PIB de la Chine a reculé de 7,4 % au T3/12 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre son plus bas niveau en trois ans. Aux États-Unis, les investisseurs ont craint une récession en raison de la croissance anémique, le S&P 500 ayant grimpé d'un maigre 1,9 % au cours du T3/12. Heureusement, il s'agissait du creux du cycle des bénéfices aux États-Unis.

Les inquiétudes relatives à la croissance de l'économie et des bénéfices ont donné lieu à une importante correction des actions entre avril et juin 2012. Cette correction a fait chuter les rendements des bons du Trésor américain à 10 ans à un creux historique de 1,43 %. Afin d'atténuer les répercussions sur les marchés boursiers, les banques centrales ont réagi avec vigueur, tant dans leur message que dans l'ampleur des mesures adoptées. D'abord, le président de la Banque centrale européenne a promis de tout mettre en œuvre pour sauver l'euro, avant de s'engager à racheter des obligations selon un plafond potentiellement « illimité ». Ensuite, la Réserve fédérale a annoncé les programmes d'assouplissement quantitatif QE3 et QE4 aux termes desquels elle a convenu d'acheter chaque mois un total combiné de 85 milliards \$ US de titres adossés à des créances hypothécaires et de bons du Trésor. Dans l'ensemble, les mesures concertées mises en œuvre par les banques centrales et les injections de liquidités ont permis aux marchés financiers de se redresser au second semestre de l'année civile 2012.

Le second semestre de l'exercice 2013 a été marqué par la résolution positive des négociations sur le plafond d'endettement aux États-Unis qui ont suivi la réélection du Président Obama. Grâce à l'assouplissement des conditions monétaires et aux coûts d'emprunt historiquement bas, la croissance des bénéfices aux États-Unis a repris au quatrième trimestre de l'année civile 2012, en même temps que la forte remontée des marchés de l'habitation et de l'automobile aux États-Unis. Ailleurs, la Banque du Japon et le premier ministre nouvellement élu, Shinzo Abe, ont élaboré un ambitieux plan de relance de l'économie japonaise. La relance monétaire et les efforts des banques centrales ont fait diminuer les primes de risque sur les actions, et les investisseurs ont fait grimper les marchés boursiers à un sommet jamais atteint au premier trimestre de l'année civile 2013.

Globalement, le S&P/TSX a clôturé l'exercice 2013 sur une note positive (+3 %), mais a été à la traîne du S&P 500 (+11 %) en raison de la faiblesse des prix des produits de base comme l'or et les métaux de base. La force du dollar américain ainsi que le renouvellement des mesures de resserrement mises en place en Chine afin de calmer le marché de l'habitation ont nui à ces produits de base. Les prix du pétrole à l'échelle mondiale sont demeurés relativement stables, mais le rejet du projet de pipeline Keystone ainsi que les goulots d'étranglement liés au transport ont maintenu l'escompte substantiel sur les produits pétroliers canadiens tout au long de l'exercice 2013. Le fait que les investisseurs se soient détournés des produits de base a particulièrement porté préjudice aux actions des sociétés à faible capitalisation du secteur des ressources de l'indice composé S&P/TSX de croissance qui ont reculé de 30 % à l'exercice 2013.

## Perspectives pour l'exercice 2014

S'il est vrai que la croissance de l'économie mondiale restera faible en raison des mesures d'austérité mises en place à l'échelle mondiale, elle sera plus évidente et moins vulnérable aux incidents qui entraînent des risques extrêmes par rapport à l'exercice précédent. Les décideurs soutiennent les banques et les marchés financiers, et les politiques monétaires assouplies devraient rester en vigueur jusqu'à ce que la situation du marché de l'emploi se resserre et que les intentions à l'égard des dépenses d'investissements s'améliorent. Parmi les facteurs à surveiller, la Banque centrale européenne devrait éventuellement suivre les autres banques centrales et abaisser les taux d'intérêt afin d'affaiblir la forte devise de la région. Cette mesure est indispensable pour protéger les marchés de l'exportation de l'Europe et redistribuer la croissance parmi les pays de la zone euro qui sont en difficulté. Également, pour relancer les marchés des produits de base, l'inflation chinoise doit être modérée davantage afin que la Banque populaire de Chine abandonne son biais restrictif. La Chine devrait contribuer pour 35 % de la croissance de 3,3 % du PIB prévue par le FMI en 2013. Un résultat inférieur à la cible de croissance de 7,5 % du gouvernement pourrait donc raviver les craintes d'un atterrissage brutal. Enfin, si les activités ne réussissent pas à provoquer une nouvelle accélération de la croissance de l'économie mondiale au cours de l'année civile 2013, les autorités fiscales devront agir promptement et assouplir davantage les mesures d'austérité en reportant à plus tard l'atteinte des cibles en matière de ratios de la dette ou du déficit sur le PIB. Globalement, les décideurs monétaires et budgétaires devraient continuer de protéger la croissance économique en cas de baisse. Ainsi, les marchés des capitaux devraient s'inspirer de la diminution constante des primes de risque sur les capitaux propres, qui restent bien au-dessus des moyennes historiques.

En ce qui concerne les activités sur les marchés des capitaux, l'exercice 2014 devrait révéler les avantages des acquisitions réalisées par Canaccord au cours des derniers exercices afin d'élargir sa plateforme à l'échelle internationale, le rendement variant d'une région géographique à une autre. La plupart des marchés des produits de base ayant connu de meilleurs jours au chapitre des taux de croissance de la consommation, les produits tirés du financement de sociétés et de la négociation liés à ces activités devraient demeurer faibles. Cependant, compte tenu de la faiblesse de l'évaluation des actions de la plupart des sociétés du secteur des ressources, les activités de consultation devraient demeurer saines, les sociétés tentant de maximiser la valeur pour les actionnaires. Qui plus est, la majeure partie des produits tirés des marchés des capitaux devraient continuer de provenir des marchés à l'extérieur du Canada, où le rendement des marchés boursiers est susceptible d'être plus élevé. L'indice S&P/TSX suit l'indice mondial MSCI et présente un escompte sur ratio cours/bénéfice prévisionnel de seulement 6 % par rapport au S&P 500, alors que, dans les creux historiques des marchés des produits de base, cet escompte oscillait entre 10 % et 20 %. Cela dit, nous nous attendons à ce que le marché baissier des produits de



base dure moins longtemps que prévu, compte tenu de la quantité sans précédent de mesures mises en place par les banques centrales à l'échelle mondiale. S'il est vrai que les politiques monétaires mondiales devraient se synchroniser au cours de l'année civile 2013, on devrait assister au cours de l'année civile 2014 à la synchronisation des cycles économiques d'une région à l'autre, ce qui entraînera une croissance du PIB mondial au-dessus de la moyenne.

## **Aperçu des exercices précédents – exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011**

---

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012 (exercice 2012), les produits des activités ordinaires ont totalisé 604,9 millions \$, soit 198,8 millions \$, ou 24,7 %, de moins qu'à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la conjoncture économique et aux conditions de marché difficiles qui ont prévalu à l'exercice 2012 et à une baisse générale de l'appétit pour le risque des investisseurs. La plupart des principaux indices ont aussi enregistré des reculs au cours de l'exercice 2012, la Bourse de Toronto ayant reculé de 12 %, la Bourse de croissance TSX, de 32 %, et le FTSE 100, de 2 %. Le NASDAQ a cependant connu une hausse de 11 % par rapport à l'exercice 2011.

Canaccord a comptabilisé une perte nette de 21,3 millions \$ au cours de l'exercice 2012, qui comprenait des charges de 56,8 millions \$ liées à l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc, des frais de restructuration à l'échelle de la Société, et l'amortissement d'immobilisations incorporelles. Compte non tenu de ces éléments importants, le résultat net de l'exercice 2012 s'est inscrit à 25,2 millions \$. Comparativement au rendement record dégagé par Canaccord à l'exercice 2011, le rendement affiché à l'exercice 2012 a été conforme aux attentes compte tenu du contexte défavorable à la mobilisation de capitaux et aux activités de consultation.

## Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES<sup>1,2</sup>

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	2013	2012	2011	Variation 2013/2012	
<b>Financière Canaccord Inc.</b>					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	353 125 \$	252 877 \$	294 650 \$	100 248 \$	39,6 %
Financement de sociétés	145 772	175 225	327 499	(29 453)	(16,8) %
Honoraires de consultation	179 690	107 370	84 914	72 320	67,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	66 406	10 647	43 644	55 759	négl.
Intérêts	29 199	31 799	24 040	(2 600)	(8,2) %
Divers	22 930	26 946	28 884	(4 016)	(14,9) %
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>797 122</b>	<b>604 864</b>	<b>803 631</b>	<b>192 258</b>	<b>31,8 %</b>
Charges					
Rémunération au rendement	406 724	304 908	389 046	101 816	33,4 %
Charges salariales	88 522	63 924	64 420	24 598	38,5 %
Autres charges indirectes <sup>3</sup>	292 242	200 842	194 953	91 400	45,5 %
Frais de restructuration <sup>4</sup>	31 617	35 253	—	(3 636)	(10,3) %
Frais connexes aux acquisitions	1 719	16 056	12 740	(14 337)	(89,3) %
<b>Total des charges</b>	<b>820 824</b>	<b>620 983</b>	<b>661 159</b>	<b>199 841</b>	<b>32,2 %</b>
Résultat avant impôt sur le résultat	(23 702)	(16 119)	142 472	(7 583)	(47,0) %
<b>Résultat net</b>	<b>(18 775) \$</b>	<b>(21 346) \$</b>	<b>99 743 \$</b>	<b>2 571 \$</b>	<b>12,0 %</b>
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.</b>					
	<b>(16 819) \$</b>	<b>(20 307) \$</b>	<b>99 743 \$</b>	<b>3 488 \$</b>	<b>17,2 %</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 956) \$	(1 039) \$	— \$	(917) \$	(88,3) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(0,31) \$	(0,33) \$	1,37 \$	0,02 \$	6,1 %
RPA – dilué	(0,31) \$	(0,33) \$	1,22 \$	0,02 \$	6,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	(3,3) %	(3,1) %	14,2 %	(0,2) p.p.	
Dividendes par action	0,20 \$	0,40 \$	0,275 \$	(0,20) \$	(50,0) %
Valeur comptable par action ordinaire diluée <sup>5</sup>	7,68 \$	8,26 \$	8,79 \$	(0,58) \$	(7,1) %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>6</sup></b>					
Total des charges	766 893 \$	564 182 \$	643 293 \$	202 771 \$	35,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	30 229 \$	40 682 \$	160 338 \$	(10 453) \$	(25,7) %
Résultat net	25 644 \$	25 193 \$	114 126 \$	451 \$	1,8 %
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.</b>					
	<b>26 207 \$</b>	<b>25 591 \$</b>	<b>114 126 \$</b>	<b>616 \$</b>	<b>2,4 %</b>
RPA – de base	0,16 \$	0,28 \$	1,56 \$	(0,12) \$	(42,9) %
RPA – dilué	0,14 \$	0,25 \$	1,40 \$	(0,11) \$	(44,0) %
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b>					
Total de l'actif	4 603 502 \$	5 762 723 \$	5 097 500 \$	(1 159 221) \$	(20,1) %
Total du passif	3 538 170	4 753 144	4 340 608	(1 214 974)	(25,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle	16 169	17 454	—	(1 285)	(7,4) %
Total des capitaux propres	1 049 163	992 125	756 892	57 038	5,7 %
Nombre d'employés	2 060	2 428	1 684	(368)	(15,2) %

<sup>1)</sup> Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Les données comprennent les résultats de Genuity depuis son acquisition en avril 2010, de Canaccord Genuity Asia depuis son acquisition en janvier 2011, et des activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie depuis leur acquisition en novembre 2011. Les résultats opérationnels des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) depuis le 22 mars 2012 et ceux des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 sont également inclus.

<sup>3)</sup> Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

<sup>4)</sup> Comprendent les frais de restructuration liés au personnel et les charges de restructuration liées à l'acquisition de CSHP, ainsi que les frais de restructuration liés à la restructuration de certaines activités de négociation et autres au Canada.

<sup>5)</sup> La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

<sup>6)</sup> Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence de l'impôt sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

négl. : négligeable  
p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2013	2012	2011	Variation 2013/2012	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	797 122 \$	604 864 \$	803 631 \$	192 258 \$	31,8 %
Total des charges selon les IFRS	820 824	620 983	661 159	199 841	32,2 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Frais de restructuration	15 232	29 078	—	(13 846)	(47,6) %
Frais connexes aux acquisitions	388	10 466	12 740	(10 078)	(96,3) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 740	5 492	5 126	9 248	168,4 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Frais de restructuration	15 485	900	—	14 585	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 331	4 077	—	(2 746)	(67,4) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 855	—	—	5 855	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le</i>					
<i>secteur Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	900	5 275	—	(4 375)	(82,9) %
Frais connexes aux acquisitions	—	1 513	—	(1 513)	(100,0) %
Total des éléments importants	53 931	56 801	17 866	(2 870)	(5,1) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	766 893	564 182	643 293	202 711	35,9 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	30 229	40 682	160 338	(10 453)	(25,7) %
Impôt sur le résultat – ajusté	4 585	15 489	46 212	(10 904)	(70,4) %
Résultat net – ajusté	25 644 \$	25 193 \$	114 126 \$	451 \$	1,8 %
RPA – de base, ajusté	0,16 \$	0,28 \$	1,56 \$	(0,12) \$	(42,9) %
RPA – dilué, ajusté	0,14 \$	0,25 \$	1,40 \$	(0,11) \$	(44,0) %

<sup>1</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 23.  
négl. : négligeable

## PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2013 se sont établis à 797,1 millions \$, en hausse de 192,3 millions \$, ou 31,8 %, par rapport à l'exercice 2012. Dans l'ensemble, la hausse des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2013 s'explique surtout par l'expansion des activités grâce aux acquisitions de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF) et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. Tout au long de l'exercice, la Société a mis en œuvre un certain nombre de stratégies visant à poursuivre l'intégration de notre plateforme mondiale des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine, ce qui a entraîné la hausse des produits des activités ordinaires pour l'exercice 2013.

Les produits des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 353,1 millions \$ pour l'exercice 2013, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 100,2 millions \$, ou 39,6 %, en regard de l'exercice 2012. L'apport de notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a été de 192,6 millions \$ et celui de notre secteur Canaccord Genuity, de 160,5 millions \$.

Les produits tirés du financement de sociétés ont été de 145,8 millions \$ à l'exercice 2013, en baisse de 29,5 millions \$, ou 16,8 % en regard de l'exercice 2012. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont glissé, l'activité de financement au Canada ayant décliné.

L'expansion au Royaume-Uni et en Europe a permis à la Société de dégager encore cette année des produits des activités de consultation record de 179,7 millions \$, en hausse de 72,3 millions \$ par rapport à 107,4 millions \$ à l'exercice 2012. Les activités aux États-Unis ont aussi affiché une augmentation des produits des activités ordinaires à l'exercice 2013, passant de 83,1 millions \$ à 155,6 millions \$. Ces hausses sont également attribuables à une recrudescence de l'activité et aux transactions de grande envergure qui ont été réalisées au Canada.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste totalisant 66,4 millions \$ ont enregistré une augmentation de 55,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2012, en raison surtout de l'expansion des activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis.

Les produits d'intérêts correspondent aux intérêts réalisés sur les instruments financiers et les titres à revenu fixe détenus par Canaccord, aux intérêts gagnés sur les soldes de trésorerie détenus en banque, de même qu'aux intérêts payés par les clients sur les comptes sur marge. Des fluctuations de taux d'intérêt et des produits d'intérêts additionnels réalisés par le groupe revenu fixe ont donné lieu à une diminution des produits d'intérêts de 2,6 millions \$, ou 8,2 %, par rapport à l'exercice 2012, lesquels ont atteint 29,2 millions \$ à l'exercice 2013.

S'établissant à 22,9 millions \$, les autres produits ont été 4,0 millions \$, ou 14,9 %, moins élevés qu'à l'exercice précédent, en grande partie en raison de la baisse des profits de change attribuable à la fluctuation du dollar canadien, contrebalancée légèrement par le profit tiré de la vente de notre placement dans le système de négociation Alternative Alpha Trading Systems (Alpha).

## CHARGES

### Pourcentage des charges par rapport aux produits des activités ordinaires

Pour les exercices clos les 31 mars

	2013	2012	Variation 2013/2012
Rémunération au rendement	51,0 %	50,4 %	0,6 p.p.
Charges salariales	11,1 %	10,6 %	0,5 p.p.
Autres charges indirectes <sup>1</sup>	36,7 %	33,2 %	3,5 p.p.
Frais connexes aux acquisitions <sup>2</sup>	0,2 %	2,7 %	(2,5) p.p.
Frais de restructuration <sup>2, 3</sup>	4,0 %	5,8 %	(1,8) p.p.
<b>Total</b>	<b>103,0 %</b>	<b>102,7 %</b>	<b>0,3 p.p.</b>

<sup>1</sup> Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

<sup>2</sup> Se reporter au tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

<sup>3</sup> Comprennent les frais de restructuration liés au personnel et les charges de restructuration liées à l'acquisition de CSHP, ainsi que les frais de restructuration liés à la restructuration de certaines activités de négociation et autres au Canada.

p.p. : points de pourcentage

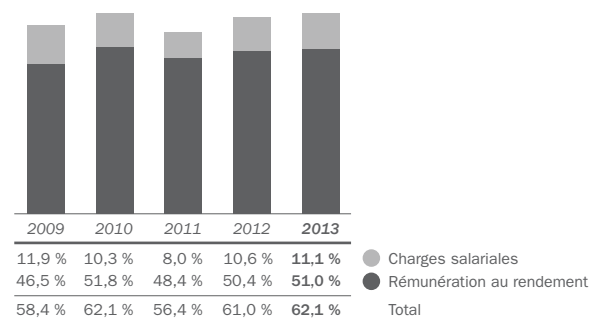
Les charges pour l'exercice 2013 ont totalisé 820,8 millions \$, en hausse de 199,8 millions \$, ou 32,2 %, en regard de l'exercice précédent. Toutefois, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a grimpé de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2012. Les charges ont augmenté à l'appui de l'expansion mondiale de la Société. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges s'est établi à 766,9 millions \$, soit 202,7 millions \$, ou 35,9 %, de plus qu'à l'exercice 2012.

### Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 406,7 millions \$, en hausse de 101,8 millions \$, ou 33,4 %, ce qui reflète l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage du total des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement a été de 51,0 %, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2012, du fait de l'augmentation de la charge au titre du régime d'intéressement à long terme (RILT) liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Les charges salariales ont été de 88,5 millions \$, en hausse de 38,5 % par rapport à l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges salariales ont représenté 11,1 % à l'exercice 2013 comparativement à 10,6 % à l'exercice 2012. L'augmentation des charges salariales et des charges salariales en pourcentage des produits des activités ordinaires comparativement à 2012 est conforme à l'accroissement de l'effectif, principalement au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis, qui a résulté de notre expansion mondiale.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 62,1 %, soit 1,1 point de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2012, alors qu'elle était de 61,0 %. Comme il est mentionné ci-dessus, cette progression découle surtout de l'accroissement de l'effectif à l'exercice considéré.

### RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES



**Autres charges indirectes**

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	2013	2012	Variation 2013/2012
Frais de négociation	43 892 \$	30 313 \$	44,8 %
Locaux et matériel	41 124	27 546	49,3 %
Communications et technologie	49 115	28 343	73,3 %
Intérêts	15 302	9 816	55,9 %
Frais d'administration	89 504	69 523	28,7 %
Amortissement <sup>1</sup>	33 779	14 108	139,4 %
Frais de développement	19 526	21 193	(7,9)%
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>292 242 \$</b>	<b>200 842 \$</b>	<b>45,5 %</b>

<sup>1</sup> Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles d'un montant de 20,6 millions \$ et de 5,5 millions \$ respectivement pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 292,2 millions \$, ou 45,5 %, à l'exercice 2013, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a représenté 3,5 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2012.

La croissance globale des autres charges indirectes s'explique par l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie, des frais d'administration, de la dotation aux amortissements, des frais de négociation, des frais liés aux locaux et au matériel et de la charge d'intérêts.

Nos activités élargies aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe par suite de l'acquisition de CSHP sont le principal inducteur de l'augmentation des charges indirectes à l'exercice 2013. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une hausse de 20,8 millions \$ en regard de l'exercice 2012, qui s'explique par l'accroissement de l'effectif et par l'expansion mondiale des plateformes technologiques. Les frais de négociation ont augmenté de 13,6 millions \$ au cours de l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'ajout de certaines activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis par suite de l'acquisition de CSHP. Les nouvelles activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie ont aussi contribué à l'augmentation des frais de négociation. Les frais liés aux locaux et au matériel se sont accrus de 13,6 millions \$ en raison de l'ajout de locaux pour bureaux par suite de notre expansion mondiale. La charge d'intérêts a grimpé de 5,5 millions \$, en partie du fait de l'accroissement de la charge relative à l'emprunt d'actions dans nos activités au Royaume-Uni. Les activités existantes du secteur des États-Unis se sont élargies grâce à l'acquisition de CSHP, ayant accueilli les groupes Revenu fixe et Actions internationales, ce qui a fait augmenter la charge d'intérêts de 1,7 million \$.

Les frais d'administration, qui englobent les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les autres frais, se sont accrus de 20,0 millions \$, du fait principalement de l'élargissement de nos activités ainsi que de l'imputation de certains frais d'intégration afin d'aligner les diverses divisions mondiales. Le 25 octobre 2012, dans le cadre d'une journée de négociation caritative, notre division américaine des marchés des capitaux a généré des dons totalisant 0,9 million \$ qui ont été remis à l'organisme Youth I.N.C.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF) et de CSHP a été le principal inducteur de l'augmentation de 19,7 millions \$ de la dotation aux amortissements.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a pris un certain nombre de mesures afin de limiter les coûts et de recentrer ses activités canadiennes, ce qui a donné lieu à des frais de restructuration de 15,0 millions \$ au Canada. Aux États-Unis, des mesures ont été prises pour tirer parti des synergies relatives aux économies de coûts entre CSHP, société récemment acquise, et les activités américaines existantes de Canaccord Genuity, ce qui s'est traduit par des frais de restructuration de 6,8 millions \$. De plus, des frais de restructuration de 9,8 millions \$ ont été engagés au Royaume-Uni et en Europe dans le cadre d'un examen des redondances de personnel et de l'intégration des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. afin d'accroître les actifs de nos clients. Les frais connexes aux acquisitions de 1,7 million \$ ont aussi été engagés à l'égard de nos acquisitions des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial et de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners (Kenosis Capital), une banque d'investissement et un groupe consultatif, en Asie.

Compte tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont atteint 40,8 % en 2013, en baisse en regard de 41,7 % en 2012. Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 1,8 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 34,1 % à l'exercice 2013.

**RÉSULTAT NET**

La perte nette pour l'exercice 2013 a baissé en regard de l'exercice 2012, passant de 21,3 millions \$ à 18,8 millions \$. La perte diluée par action a été de 0,31 \$ à l'exercice 2013 par rapport à 0,33 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net pour l'exercice 2013 s'est établi à 25,6 millions \$ contre un résultat net de 25,2 millions \$ à l'exercice 2012, et le résultat dilué par action a atteint 0,14 \$ par rapport à un résultat dilué par action de 0,25 \$ à l'exercice 2012.

Un recouvrement d'impôt sur le résultat de 4,9 millions \$ a été comptabilisé pour l'exercice 2013, reflétant un taux de recouvrement effectif de 20,8 % par rapport à (32,4) % à l'exercice précédent. Le taux de recouvrement effectif pour l'exercice 2013 est surtout attribuable à des différences temporelles qui ne sont pas comptabilisées du point de vue comptable dans certains établissements à l'extérieur du Canada ainsi qu'à divers éléments permanents. La rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations », à la page 58 du présent rapport de gestion, contient une analyse plus détaillée de notre impôt.

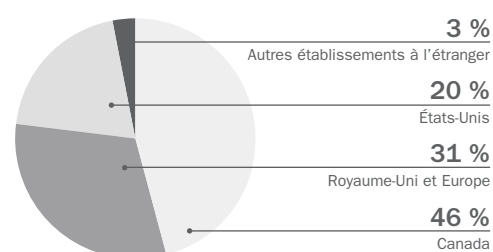
## Résultats par région géographique

Cette section est une analyse des résultats de Canaccord par région géographique. Les activités commerciales de Canaccord sont divisées en quatre régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et l'Europe, les États-Unis, et les Autres établissements à l'étranger. Les produits des activités ordinaires au Canada ont été tirés des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les produits des activités ordinaires provenant du Royaume-Uni et de l'Europe ont surtout été générés par le secteur Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2013. Toutefois, à compter du 22 mars 2012, après l'acquisition de CSHP, nos activités au Royaume-Uni et en Europe comprennent également les produits des activités de gestion de patrimoine. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont été principalement tirés du secteur Canaccord Genuity, et environ 1,4 % ont été attribuables aux activités du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au cours de l'exercice 2013. Les produits des activités ordinaires provenant des Autres établissements à l'étranger ont été principalement tirés du secteur Canaccord Genuity, une petite portion étant générée par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie.

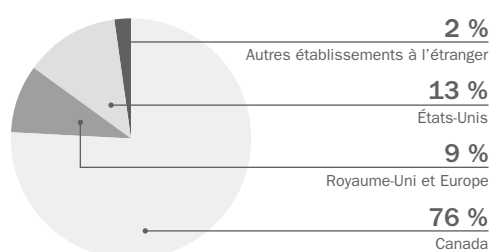
### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(pour les exercices clos les 31 mars)

2013



2012



Pour les exercices clos les 31 mars<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2013					2012				
	Canada	Royaume-Uni et Europe <sup>2</sup>	États-Unis	Autres établissements à l'étranger <sup>3</sup>	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe <sup>2</sup>	États-Unis	Autres établissements à l'étranger <sup>3</sup>	Total
Produits des activités ordinaires	366 439	\$ 249 811	\$ 155 585	\$ 25 287	\$ 797 122	458 131	\$ 53 180	\$ 83 061	\$ 10 492	\$ 604 864
Charges	362 552	259 520	164 147	34 605	820 824	418 692	94 382	90 594	17 315	620 983
Résultat avant impôt sur le résultat	3 887	\$ (9 709)	\$ (8 562)	\$ (9 318)	\$ (23 702)	39 439	\$ (41 202)	\$ (7 533)	\$ (6 823)	\$ (16 119)
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>4</sup></b>										
Total des charges	343 402	237 708	157 334	28 449	766 893	395 689	65 959	86 991	15 543	564 182
Résultat avant impôt sur le résultat	23 037	\$ 12 103	\$ (1 749)	\$ (3 162)	\$ 30 229	62 442	\$ (12 779)	\$ (3 930)	\$ (5 051)	\$ 40 682
Nombre d'employés	1 015	694	253	98	2 060	1 309	737	302	80	2 428

<sup>1</sup> Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

<sup>2</sup> Les activités de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe ont tiré la majeure partie de leurs produits des activités sur les marchés des capitaux à l'exercice 2012. Les résultats des entités de CSHP et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. sont inclus dans les résultats de l'exercice 2013 depuis les dates d'acquisition.

<sup>3</sup> Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et de l'Europe et des États-Unis sont présentés au poste Autres établissements à l'étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd., de Canaccord Genuity Asia, de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Singapore. Les données des autres établissements à l'étranger comprennent les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date d'acquisition du 17 janvier 2011, les résultats de Canaccord Genuity (Australia) Limited depuis la date de clôture du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et les résultats de Canaccord Genuity Singapore depuis le 22 mars 2012.

<sup>4</sup> Se reporter au tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2013 se sont établis à 797,1 millions \$, soit 192,3 millions \$, ou 31,8 %, de plus qu'à l'exercice précédent, du fait surtout de la croissance de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis. Les produits des activités ordinaires au Canada ont reculé pour s'établir à 366,4 millions \$ par rapport à 458,1 millions \$ à l'exercice 2012, en raison de la baisse des activités sur les marchés des capitaux découlant principalement de la faible cadence des activités de prise ferme de titres dans nos secteurs clés attribuable à la volatilité de la conjoncture des marchés. Au Royaume-Uni et en Europe, les produits des activités ordinaires ont été de 249,8 millions \$, soit une hausse considérable de 196,6 millions \$, et les produits des activités ordinaires aux États-Unis se sont fixés à 155,6 millions \$, soit un bond de 72,5 millions \$, ou 87,3 %, par rapport à l'exercice précédent. L'acquisition de CSHP a aussi mené à l'expansion de nos activités dans le secteur Autres établissements à

l'étranger, dont les produits des activités ordinaires ont grimpé de 14,8 millions \$ pour atteindre 25,3 millions \$ à l'exercice 2013. Les produits des activités ordinaires provenant des Autres établissements à l'étranger ont représenté 3,2 % du total des produits des activités ordinaires, soit 1,5 point de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2012 grâce à l'expansion mondiale de la Société.

#### Charges liées aux activités au Canada

Au Canada, les charges pour l'exercice 2013 ont baissé de 56,1 millions \$, ou 13,4 %. Une réduction de la charge de rémunération au rendement de 37,6 millions \$, ou 17,3 %, reflète de la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement, a été le principal inducteur du recul global des charges. Les charges salariales ont reculé de 1,0 million \$ en raison des réductions des effectifs dans le groupe Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et dans les activités canadiennes d'arrière-guichet. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a été de 62,7 % à l'exercice 2013, soit 4,1 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2012, du fait surtout de l'accroissement de la charge au titre du RILT liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes.

Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération se sont établies à 113,6 millions \$ à l'exercice 2013 par rapport à 127,3 millions \$ à l'exercice 2012, en baisse de 13,7 millions \$. Le principal facteur ayant contribué à cette baisse des charges est une réduction de 9,4 millions \$ des frais d'administration et de 4,4 millions \$ des frais de négociation. La baisse globale des charges découle des efforts de compression des coûts de la Société dans nos activités canadiennes.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont engagé des frais de promotion et de déplacement inférieurs de 2,8 millions \$ à ceux de l'exercice 2012. Les honoraires professionnels ont diminué de 1,4 million \$ et les autres charges du secteur Non sectoriel et autres, de 2,0 millions \$ en regard de l'exercice précédent, pour les raisons susmentionnées. La diminution de la charge liée aux règlements avec les clients à l'exercice 2013 a aussi en partie entraîné un recul de 2,1 millions \$ des frais d'administration. Les frais de négociation ont été 4,4 millions \$, ou 20,1 %, moins élevés qu'à l'exercice précédent, reflète de la baisse du volume de négociation.

La diminution globale des charges a été annulée par une augmentation de 2,3 millions \$ de la dotation aux amortissements. Dans le cadre des efforts stratégiques de la Société visant à recentrer ses activités canadiennes de gestion de patrimoine, des succursales dont le rendement était insuffisant ont été fermées au cours de l'exercice. Ainsi, l'amortissement des charges locatives liées aux succursales fermées a été accéléré, ce qui a donné lieu à un accroissement de la dotation aux amortissements.

À l'exercice 2013, des éléments importants d'un montant de 19,2 millions \$ ont été comptabilisés dans nos activités au Canada. Les éléments importants comprenaient des frais de restructuration de 15,0 millions \$ et des éléments de la charge liée aux acquisitions totalisant 0,4 million \$. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges au Canada s'est élevé à 343,4 millions \$ en regard de 395,7 millions \$ à l'exercice précédent. Le total des charges autres que de rémunération, compte non tenu des éléments importants, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a augmenté pour passer de 27,8 % à l'exercice 2012 à 31,0 % à l'exercice 2013.

#### Charges liées aux activités au Royaume-Uni et en Europe

Les charges au Royaume-Uni et en Europe se sont établies à 259,5 millions \$, un bond de 165,1 millions \$, ou 175,0 %, par rapport à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 93,8 millions \$ du fait d'une hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué pour passer de 75,4 % à 61,5 % à l'exercice 2013 grâce à une augmentation marquée des produits des activités ordinaires.

L'expansion de la Société par suite de l'acquisition de CSHP a également été le principal inducteur des augmentations des frais d'administration, des charges salariales, des frais liés aux communications et à la technologie, de la dotation aux amortissements, des frais liés aux locaux et au matériel, des frais de négociation, de la charge d'intérêts et des frais de développement. Ces augmentations sont le fait de l'expansion de nos activités au Royaume-Uni et en Europe au moyen de l'acquisition de CSHP ainsi que de certains frais d'intégration engagés par suite du regroupement des activités qui étaient inévitables au cours de l'exercice considéré.

Des frais de restructuration de 9,8 millions \$ ont été comptabilisés afin d'éliminer les redondances de personnel et de pleinement utiliser les synergies découlant de l'acquisition de CSHP. La Société a amélioré sa plateforme de gestion de patrimoine mondiale en faisant l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial au Royaume-Uni. Des frais connexes aux acquisitions de 1,3 million \$ ont été engagés à l'exercice 2013 relativement à cette acquisition. Compte non tenu de ces éléments importants, le total des charges au Royaume-Uni et en Europe a augmenté de 171,7 millions \$, ou 260,4 %, pour s'établir à 237,7 millions \$.

#### Charges liées aux activités aux États-Unis

Pour l'exercice, les charges aux États-Unis se sont établies à 164,1 millions \$, en hausse de 73,6 millions \$. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 35,3 millions \$, ou 73,5 %, ce qui reflète la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération totale a reculé de 3,3 points de pourcentage pour s'établir à 60,0 % à l'exercice 2013.

Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération ont atteint 64,0 millions \$ à l'exercice 2013, en hausse de 29,6 millions \$ en regard de l'exercice précédent. Les principaux facteurs responsables de cette hausse sont une augmentation de 13,5 millions \$ des frais de négociation, un accroissement de 6,7 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie, une hausse de 4,2 millions \$ des frais d'administration, une augmentation de 3,4 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel et une hausse de 1,7 million \$ de la charge d'intérêts. Comme pour les activités au Royaume-Uni et en Europe, les activités aux États-Unis ont enregistré une augmentation considérable de l'ensemble des dépenses sous l'effet de la croissance des activités attribuable à l'acquisition de CSHP par la Société.

Des frais de restructuration de 6,8 millions \$ liés à la restructuration des activités aux États-Unis ont été engagés pour tirer parti des synergies relatives aux économies de coûts entre les activités de CSHP et de Canaccord Genuity.

### Charges liées au secteur Autres établissements à l'étranger

Pour l'exercice, les charges liées aux autres établissements à l'étranger se sont élevées à 34,6 millions \$, en hausse de 17,3 millions \$, en raison surtout de l'expansion de nos activités en Chine, en Australie et à Singapour au cours du dernier exercice. Les principales charges engagées comprennent une charge de rémunération au rendement de 15,7 millions \$, une dotation aux amortissements de 6,7 millions \$, des frais d'administration de 5,3 millions \$ et des charges salariales de 2,8 millions \$. L'augmentation de 10,2 millions \$ de la charge de rémunération au rendement est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires et à l'expansion du secteur Autres établissements à l'étranger. L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions de CSHP et de Canaccord Genuity (Australia) Limited s'est établi à 6,2 millions \$. Des charges salariales et des frais d'administration plus élevés ont été comptabilisés à l'appui de l'expansion des activités dans ces pays.

## Informations financières trimestrielles<sup>1, 2</sup>

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2013. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2013				Exercice 2012			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits des activités ordinaires</b>								
Commissions et honoraires	87 438 \$	89 415 \$	87 525 \$	88 747 \$	74 170 \$	57 380 \$	60 299 \$	61 028 \$
Financement de sociétés	38 541	40 609	37 961	28 661	53 553	32 015	29 799	59 858
Honoraires de consultation	56 145	69 348	28 571	25 626	24 634	38 541	21 664	22 531
Négociation à titre de contrepartiste	22 780	18 670	17 109	7 847	6 769	3 304	(1 379)	1 953
Intérêts	6 758	7 291	6 758	8 392	8 205	8 147	7 590	7 857
Divers	6 309	4 670	8 675	3 276	10 361	8 502	1 527	6 556
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>217 971</b>	<b>230 003</b>	<b>186 599</b>	<b>162 549</b>	<b>177 692</b>	<b>147 889</b>	<b>119 500</b>	<b>159 783</b>
<b>Total des charges</b>	<b>211 984</b>	<b>216 882</b>	<b>204 910</b>	<b>187 048</b>	<b>207 731</b>	<b>142 822</b>	<b>126 396</b>	<b>144 034</b>
<b>Résultat net avant impôt sur le résultat</b>	<b>5 987</b>	<b>13 121</b>	<b>(18 311)</b>	<b>(24 499)</b>	<b>(30 039)</b>	<b>5 067</b>	<b>(6 896)</b>	<b>15 749</b>
<b>Résultat net</b>	<b>6 424 \$</b>	<b>10 264 \$</b>	<b>(14 841) \$</b>	<b>(20 622) \$</b>	<b>(31 794) \$</b>	<b>2 531 \$</b>	<b>(5 278) \$</b>	<b>13 195 \$</b>
<b>Résultat par action – de base</b>	<b>0,04 \$</b>	<b>0,09 \$</b>	<b>(0,19) \$</b>	<b>(0,24) \$</b>	<b>(0,42) \$</b>	<b>0,02 \$</b>	<b>(0,09) \$</b>	<b>0,17 \$</b>
<b>Résultat par action – dilué</b>	<b>0,04 \$</b>	<b>0,08 \$</b>	<b>(0,19) \$</b>	<b>(0,24) \$</b>	<b>(0,42) \$</b>	<b>0,01 \$</b>	<b>(0,09) \$</b>	<b>0,16 \$</b>
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>3</sup></b>								
<b>Résultat net</b>	<b>15 579 \$</b>	<b>20 453 \$</b>	<b>5 907 \$</b>	<b>(16 295) \$</b>	<b>2 089 \$</b>	<b>10 644 \$</b>	<b>(1 665) \$</b>	<b>14 125 \$</b>
<b>Résultat par action – de base</b>	<b>0,14 \$</b>	<b>0,19 \$</b>	<b>0,03 \$</b>	<b>(0,20) \$</b>	<b>0,02 \$</b>	<b>0,12 \$</b>	<b>(0,05) \$</b>	<b>0,19 \$</b>
<b>Résultat par action – dilué</b>	<b>0,12 \$</b>	<b>0,17 \$</b>	<b>0,03 \$</b>	<b>(0,20) \$</b>	<b>0,02 \$</b>	<b>0,11 \$</b>	<b>(0,05) \$</b>	<b>0,17 \$</b>

<sup>1)</sup> Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants.

<sup>2)</sup> Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord Genuity (Australia) Limited depuis la date de clôture du 1<sup>er</sup> novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également inclus.

<sup>3)</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.



INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS<sup>1, 2</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2013				Exercice 2012			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	217 971 \$	230 003 \$	186 599 \$	162 549 \$	177 692 \$	147 889 \$	119 500 \$	159 783 \$
Total des charges selon les IFRS	211 984	216 882	204 910	187 048	207 731	142 822	126 396	144 034
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	5 561	5 276	4 395	—	27 786	1 292	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	388	—	6 323	2 700	1 443	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 458	3 473	3 436	4 373	1 865	1 767	930	930
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	884	1 034	13 567	—	900	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	431	900	—	4 077	—	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 600	1 643	1 614	998	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	—	—	900	—	275	5 000	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	1 513	—
Total des éléments importants	11 503	11 857	25 200	5 371	41 226	10 759	3 886	930
Total des charges compte non tenu des éléments importants	200 481	205 025	179 710	181 677	166 505	132 063	122 510	143 104
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	17 490	24 978	6 889	(19 128)	11 187	15 826	(3 010)	16 679
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 911	4 525	982	(2 833)	9 098	5 182	(1 345)	2 554
Résultat net – ajusté	15 579 \$	20 453 \$	5 907 \$	(16 295) \$	2 089 \$	10 644 \$	(1 665) \$	14 125 \$
RPA – de base – ajusté	0,14 \$	0,19 \$	0,03 \$	(0,20) \$	0,02 \$	0,12 \$	(0,05) \$	0,19 \$
RPA – dilué – ajusté	0,12 \$	0,17 \$	0,03 \$	(0,20) \$	0,02 \$	0,11 \$	(0,05) \$	0,17 \$

<sup>1)</sup> Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants ne sont pas des mesures conformes aux IFRS.

<sup>2)</sup> Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord Genuity (Australia) Limited depuis la date de clôture du 1<sup>er</sup> novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 sont également inclus.

## Tendances et risques du trimestre

Les activités de Canaccord sont cycliques et ses produits des activités ordinaires et son résultat peuvent varier considérablement d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs indépendants de la volonté de Canaccord, et, par conséquent, les produits des activités ordinaires et le résultat net devraient fluctuer comme ils l'ont toujours fait. Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des obligations et des actions à l'échelle mondiale, y compris les variations saisonnières sur ces marchés. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont moins actifs dans la première moitié de notre exercice, période au cours de laquelle nous générons habituellement de 40 % à 50 % de nos produits des activités ordinaires annuels. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, alors que l'activité reprend généralement sur les marchés, la Société génère généralement plus de la moitié de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice.

La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

L'activité sur les marchés des capitaux est demeurée atone au cours du premier trimestre de l'exercice 2013. Cela s'est traduit par une diminution de 8,5 % des produits des activités ordinaires entre le T4/12 et le T1/13. Les produits des activités ordinaires du T1/13 ont augmenté légèrement de 1,7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2012.

En général, Canaccord enregistre une baisse de l'activité au deuxième trimestre de l'exercice; or, au T2/13, la Société a commencé à percevoir le dynamisme attendu de l'acquisition de CSHP, les produits des activités ordinaires ayant augmenté d'environ 14,8 % par rapport au T1/13.

Les résultats du troisième trimestre de l'exercice de Canaccord ont été caractérisés par des produits tirés des activités de fusions et acquisitions et de consultation record, grâce à plusieurs transactions de très grande envergure réalisées pour le compte de clients. Les produits des activités ordinaires se sont donc inscrits à 230,0 millions \$ au T3/13, soit 23,3 % de plus qu'au T2/13 et 55,5 % de plus qu'au T3/12, soit avant l'acquisition de CSHP. Le troisième trimestre a été le plus solide trimestre de l'exercice.

Canaccord a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 218,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice, en baisse de 5,2 % en regard du trimestre précédent, mais en hausse de 22,7 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse en regard du T4/12 s'explique principalement par l'accroissement des honoraires de consultation provenant du groupe de consultation élargi de la Société et des contributions des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

### Rendement du quatrième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 218,0 millions \$, soit 40,3 millions \$, ou 22,7 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la forte croissance des honoraires de consultation, des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste et des commissions et honoraires, en partie contrebalancée par une chute des produits tirés du financement de sociétés. L'expansion mondiale au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis a donné lieu à une augmentation de 31,5 millions \$ des honoraires de consultation. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont aussi contribué à l'augmentation des honoraires de consultation au T4/13 par rapport au T4/12. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont également enregistré une hausse de 16,0 millions \$ et les commissions et honoraires, de 13,3 millions \$. Les produits tirés du financement de sociétés ont été 15,0 millions \$ moins élevés qu'au T4/12, en raison du recul des transactions de financement de sociétés. Nos deux secteurs opérationnels, Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, ont vu leurs produits des activités ordinaires augmenter respectivement de 39,6 millions \$ et 5,7 millions \$ par rapport au T4/12.

Les charges se sont établies à 212,0 millions \$, en hausse de 4,3 millions \$, ou 2,0 %, par rapport au T4/12. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération, de la dotation aux amortissements, des frais de négociation, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais liés aux locaux et au matériel au T4/13. Le total des charges compte non tenu des éléments importants a été de 200,5 millions \$, soit 34,0 millions \$, ou 20,4 %, plus élevé qu'au T4/12.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 17,6 millions \$ par rapport au T4/12, ce qui reflète la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 62,4 % au T4/13, en raison des légères baisses de la rémunération au rendement au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis. L'augmentation des charges salariales de 5,2 millions \$ pour s'inscrire à 22,8 millions \$ au T4/13 est conforme à l'accroissement de l'effectif moyen, principalement au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis, en raison de notre expansion mondiale.

Nos activités élargies aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe par suite de l'acquisition de CSHP sont le principal inducteur de l'augmentation des charges indirectes au T4/13. Les frais de négociation ont augmenté de 4,5 millions \$ au T4/13 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'ajout de certaines activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis par suite de l'acquisition de CSHP. Les nouvelles activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie ont aussi contribué à l'augmentation des frais de négociation. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une hausse de 2,9 millions \$ par rapport au T4/12 par suite de l'expansion de notre infrastructure mondiale de technologie de l'information. Les frais liés aux locaux et au matériel ont monté de 2,6 millions \$ en raison de l'ajout de locaux pour bureaux par suite de notre expansion mondiale.

La dotation aux amortissements a enregistré une hausse de 5,1 millions \$, ou 118,2 %, la Société ayant commencé à amortir les immobilisations incorporelles acquises relativement à CSHP à compter du T1/13.

Le résultat net pour le quatrième trimestre de 2013 a été de 6,4 millions \$, comparativement à une perte nette de 31,8 millions \$ au T4/12. L'augmentation du résultat net s'explique essentiellement par des produits des activités ordinaires additionnels découlant de l'élargissement des activités ainsi que par les frais connexes aux acquisitions et frais de restructuration qui avaient été engagés au T4/12. Le RPA dilué pour le trimestre considéré a été de 0,04 \$ comparativement à un RPA dilué de (0,42) \$ au T4/12. La valeur comptable par action ordinaire diluée a diminué de 7,1 %, passant de 8,26 \$ au T4/12 à 7,68 \$ au T4/13.

Les éléments importants totalisaient respectivement 11,5 millions \$ et 41,2 millions \$ aux quatrième trimestres de 2013 et 2012. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net pour le T4/13 s'est établi à 15,6 millions \$ par rapport à un résultat net de 2,1 millions \$ au T4/12, et le RPA dilué a été de 0,12 \$ comparativement à 0,02 \$ au T4/12.

## Résultats des secteurs d'activité<sup>1,2</sup>

Pour les exercices clos les 31 mars								
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2013				2012			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	204 337 \$	137 625 \$	24 477 \$	366 439 \$	232 306 \$	195 728 \$	30 097 \$	458 131 \$
Royaume-Uni et Europe	158 054	91 757	—	249 811	51 193	1 987	—	53 180
États-Unis	153 355	2 230	—	155 585	79 486	3 575	—	83 061
Autres établissements à l'étranger	21 814	3 473	—	25 287	10 492	—	—	10 492
Total des produits des activités ordinaires	537 560	235 085	24 477	797 122	373 477	201 290	30 097	604 864
Charges	529 677	229 507	61 640	820 380	375 144	166 465	79 374	620 983
Résultat avant impôt sur le résultat	7 883 \$	5 578 \$	(37 163) \$	(23 702) \$	(1 667) \$	34 825 \$	(49 277) \$	(16 119) \$
Compte non tenu des éléments importants <sup>3</sup>								
Charges	499 317	206 836	60 740	766 893	330 108	161 488	72 586	564 182
Résultat avant impôt sur le résultat	38 243 \$	28 249 \$	(36 263) \$	30 229 \$	43 369 \$	39 802 \$	(42 489) \$	40 682 \$
Nombre d'employés	959	769	332	2 060	1 090	960	378	2 428

<sup>1)</sup> Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 19 des états financiers consolidés audités, page 106.

<sup>2)</sup> Les données sur Canaccord Genuity comprennent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture du 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord Genuity (Australia) Limited depuis la date de clôture du 1<sup>er</sup> novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 et ceux des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 sont également inclus.

<sup>3)</sup> Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

Les activités de Canaccord sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans d'autres établissements à l'étranger. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des transactions de financement de sociétés, des ventes et des activités de négociation institutionnelles ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Pour l'exercice 2013, le total des produits des activités ordinaires a été de 537,6 millions \$, soit 164,1 millions \$, ou 43,9 %, de plus qu'à l'exercice 2012. À l'exercice 2013, les charges de Canaccord Genuity ont atteint 529,7 millions \$, en hausse de 154,5 millions \$, ou 41,2 %, par rapport à l'exercice 2012. Compte non tenu des éléments importants, les charges ont été de 499,3 millions \$, soit 169,2 millions \$, ou 51,3 %, de plus qu'à l'exercice 2012.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux particuliers au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Par suite de l'acquisition de CSHP, de Canaccord Genuity (Australia) Limited et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial, les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity se sont aussi élargies au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers. Pour l'exercice 2013, le total des produits des activités ordinaires a atteint 235,1 millions \$, en hausse de 16,8 % par rapport à l'exercice précédent. Le total des charges de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity pour l'exercice 2013 s'est élevé à 229,5 millions \$, en hausse de 37,9 % par rapport à l'exercice 2012.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques,

des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Pour l'exercice 2013, les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont élevés à 24,5 millions \$, en baisse de 18,7 % par rapport à l'exercice précédent. Les charges ont également diminué de 22,3 % pour s'établir à 61,6 millions \$ pour l'exercice considéré par rapport à l'exercice 2012.

### CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity proviennent des commissions et des honoraires tirés des transactions de financement de sociétés, des ventes et des activités de négociation institutionnelles ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités de négociation internationales de Canaccord. Par conséquent, ces produits des activités ordinaires sont directement touchés par le niveau des activités des entreprises et des institutions, la situation économique générale, la conjoncture du marché et le contexte commercial au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Asie.

Les produits des activités ordinaires de ce secteur proviennent de quatre régions géographiques : le Canada, le Royaume-Uni et l'Europe, les États-Unis et les Autres établissements à l'étranger. Canaccord Genuity exploite 23 bureaux dans 12 pays à l'échelle mondiale. Les récents efforts d'expansion de Canaccord Genuity au Royaume-Uni ont établi solidement la Société parmi les premières banques d'investissement indépendantes dans ce marché. Au 31 mars 2013, Canaccord Genuity se classait au troisième rang des banques d'investissement au Royaume-Uni quant au nombre de clients de courtage<sup>1</sup>. Canaccord Genuity s'est également taillé une position de premier plan au Canada pour ce qui est des activités de fusions et acquisitions et de consultation.

L'activité sur les marchés des capitaux est demeurée relativement modeste au cours de l'exercice 2013 comparativement aux exercices précédents; cependant, les activités de fusions et acquisitions et de consultation ont été vigoureuses, en raison essentiellement des conditions macroéconomiques difficiles et de l'incertitude économique à certaines périodes de l'exercice. Malgré ce contexte difficile, Canaccord Genuity a participé à 382 transactions à l'échelle mondiale pour des clients, qui lui ont permis de mobiliser un produit brut de 31,4 milliards \$<sup>2</sup>. Sur ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 111 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 3,7 milliards \$.

La diversification sectorielle de Canaccord Genuity demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 21 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2013, contre 50 % à l'exercice 2012. Les transactions liées aux ressources ont représenté 31 % du total des transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2013, contre environ 30 % à l'exercice 2012. Canaccord a accru sa diversification sectorielle en faisant l'acquisition de CSHP en mars 2012, apportant ainsi une force additionnelle dans des secteurs autres que de ressources au cours de l'exercice 2013.

Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a étendu sa couverture de recherche et accru ses activités de financement de sociétés afin d'y inclure un plus grand nombre de sociétés dans les secteurs suivants :

- Métaux et mines
- Énergie
- Agriculture
- Technologie
- Technologies propres et développement durable
- Transport et produits industriels
- Produits financiers
- Soins de santé et sciences de la vie
- Immobilier et hôtellerie
- Produits de consommation et de détail
- Services de soutien
- Médias et télécommunications
- Papier et produits forestiers
- Infrastructures
- Sociétés de placement
- Aérospatiale et matériel de défense
- Loisirs
- Placement privé

<sup>1</sup>) Source : Corporate Advisers Rankings Guide – Mars 2013

<sup>2</sup>) Transactions de plus de 1,5 million \$.

## Profil de l'industrie

Canaccord Genuity est active dans les actions inscrites ou cotées sur dix Bourses à l'échelle internationale – la Bourse de Toronto (TSX), la Bourse de croissance TSX, la Bourse de Londres (LSE), l'AIM, le NASDAQ, la Bourse de New York (NYSE), l'AMEX, l'ASX, la SGX et la SGX Catalyst. Notre expertise sur ces marchés nous permet de baisser les coûts des capitaux, d'augmenter le nombre d'actionnaires et d'offrir une meilleure exécution et une plus grande liquidité à nos clients. Pour l'exercice 2013, les valeurs de financement ont baissé à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et à l'AIM, mais elles ont augmenté au NASDAQ par rapport à l'exercice précédent.

Les plus petits courtiers régionaux ou locaux subissent une pression grandissante, et certains concurrents internationaux se sont récemment retirés afin de se concentrer sur les marchés locaux. Nous croyons que ce paysage concurrentiel en constant mouvement procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire axée sur des secteurs clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

## Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'année à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur le gain d'efficacité opérationnelle et la génération de synergies relatives aux produits des activités ordinaires en intégrant davantage les aspects de sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière. Au cours de l'exercice 2014, une plus grande attention sera portée à la mondialisation des services et postes de direction clés.

Au cours de l'exercice à venir, la Société pourrait être à l'affût d'occasions d'ajouter de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché. L'accroissement de la capacité de nos services de négociation de titres à revenu fixe est une priorité de la direction.

Selon nous, la plateforme mondiale de Canaccord Genuity procurera un avantage concurrentiel à l'entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Cela est particulièrement vrai des services de consultation, dont les clients reconnaissent la valeur des transactions transfrontalières. Canaccord Genuity a toujours un très grand potentiel d'affaires dans le secteur des fusions et acquisitions et prévoit que les services de consultation réaliseront encore cette année un rendement solide. Les activités de prise ferme de titres devraient continuer à tourner au ralenti dans bon nombre de nos marchés, y compris au Canada, bien que des signes de reprise des activités de prise ferme aient été décelés aux États-Unis.

Le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et l'accroissement des activités de négociation sur des plateformes parallèles devraient permettre de soutirer une certaine part du marché des activités de négociation aux principales Bourses. Canaccord Genuity offre activement des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles. La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de CAAÉ et d'actions de sociétés étrangères de son groupe Actions internationales.

Canaccord Genuity ne devrait être touchée de façon significative par aucun changement réglementaire au cours de l'exercice à venir. Toutefois, la Société surveille étroitement la législation proposée par le Parlement européen relativement aux primes versées aux banquiers. Cette législation pourrait avoir une incidence sur les activités de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe, dépendamment de la manière dont les restrictions et les règlements proposés visant les primes sont adoptés.

La Société continuera de surveiller étroitement l'évolution du contexte réglementaire des marchés des capitaux. Canaccord Genuity est toujours déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts opérationnels à long terme.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par Canaccord au cours des deux derniers exercices pour étendre la présence de la Société dans le monde et élargir son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

**RENDEMENT FINANCIER<sup>1, 2</sup>**

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2013					2012				
	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	204 337	\$ 158 054	\$ 153 355	\$ 21 814	\$ 537 560	\$ 232 306	\$ 51 193	\$ 79 486	\$ 10 492	\$ 373 477
Charges										
Rémunération au rendement	101 082	93 502	82 353	13 171	290 108	109 180	33 481	46 319	5 425	194 405
Charges salariales	6 822	15 593	10 064	2 691	35 170	5 465	5 471	4 572	2 308	17 816
Autres charges indirectes	48 929	61 717	63 539	14 594	188 779	54 567	25 358	33 872	9 582	123 379
Frais connexes aux acquisitions	388	—	—	—	388	4 143	5 886	437	—	10 466
Frais de restructuration	575	7 852	6 805	—	15 232	7 452	18 460	3 166	—	29 078
Total des charges	157 796	178 664	162 761	30 456	529 677	180 807	88 656	88 366	17 315	375 144
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>3</sup>	46 541	\$ (20 610)	\$ (9 406)	\$ (8 642)	\$ 7 883	\$ 51 499	\$ (37 463)	\$ (8 880)	\$ (6 823)	\$ (1 667)
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>4</sup></b>										
Total des charges	153 112	165 955	155 952	24 298	499 317	165 492	64 310	84 763	15 543	330 108
Résultat avant impôt sur le résultat (recouvrement)	51 225	\$ (7 901)	\$ (2 597)	\$ (2 484)	\$ 38 243	\$ 66 814	\$ (13 117)	\$ (5 277)	\$ (5 051)	\$ 43 369
Nombre d'employés	222	400	253	84	959	247	461	302	80	1 090

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

2) Les données du Canada incluent les résultats de Genuity depuis le 23 avril 2010, date de clôture de l'acquisition. Les résultats de The Balloch Group (TBG) depuis la date de clôture de l'acquisition du 17 janvier 2011 sont inclus dans les Autres établissements à l'étranger. Les résultats opérationnels de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également inclus.

3) Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 52.

4) Se reporter au tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 32.

**PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES**

Malgré les incertitudes relatives à l'économie mondiale qui ont persisté à l'exercice 2013, la Société a centré ses efforts sur l'intégration mondiale de son équipe des marchés des capitaux. Cela a entraîné une augmentation globale des produits des activités ordinaires dans notre secteur Canaccord Genuity. Pour l'exercice 2013, les produits des activités ordinaires se sont inscrits à 537,6 millions \$, soit 164,1 millions \$, ou 43,9 %, de plus qu'à l'exercice 2012.

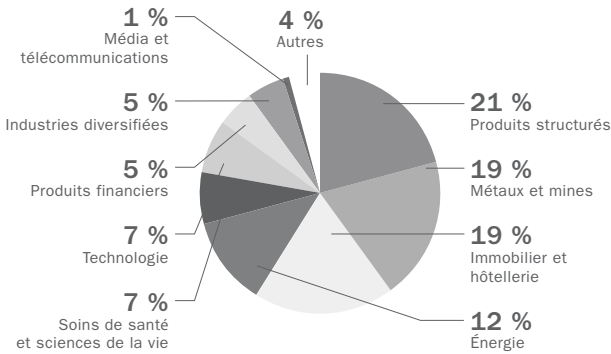
Les activités sur les marchés des capitaux ont fléchi dans nos activités au Canada au cours de l'exercice 2013, en raison surtout du rythme modéré des activités de prise ferme attribuable à la volatilité des marchés, ce qui a entraîné une baisse des produits des activités ordinaires de 12,0 %. Les produits des activités ordinaires provenant de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis ont bondi de respectivement 208,7 % et 92,9 % du fait des transactions de plus grande envergure qui ont été réalisées dans ces régions géographiques, grâce à l'acquisition de CSHP. Les produits des activités ordinaires tirés des Autres établissements à l'étranger ont représenté 4,1 %, ou 21,8 millions \$, du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, en hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2,8 %, ou 10,5 millions \$, à l'exercice 2012 grâce à l'expansion de la Société en Asie et en Australie.

**Activités de financement de sociétés**

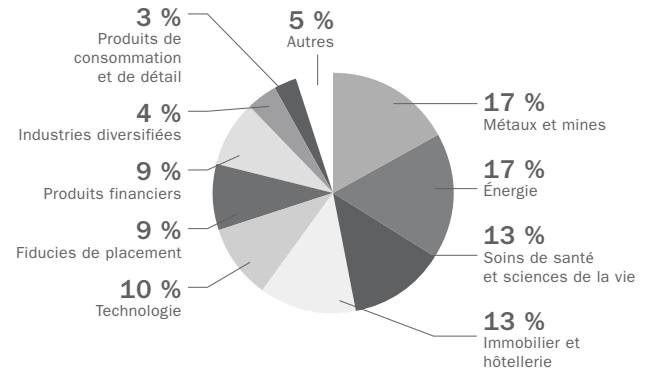
Au cours de l'exercice 2013, Canaccord a participé à un total de 382 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, exclusion faite du capital de risque, mobilisant 31,4 milliards \$. Au cours de l'exercice 2013, Canaccord Genuity a davantage diversifié ses secteurs, plus de 64 % des transactions se produisant dans les secteurs des services structurés, de la technologie, des soins de santé et sciences de la vie, des services financiers, de l'immobilier et de l'hôtellerie, des industries diversifiées et d'autres secteurs. Les secteurs des mines et métaux et de l'énergie, traditionnellement les plus solides de Canaccord, ont constitué près de 31 % des transactions de financement de sociétés auxquelles la Société a participé, et ont généré près de 34 % des produits tirés du financement de sociétés.

**CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE**

**Transactions de financement de sociétés par secteur**

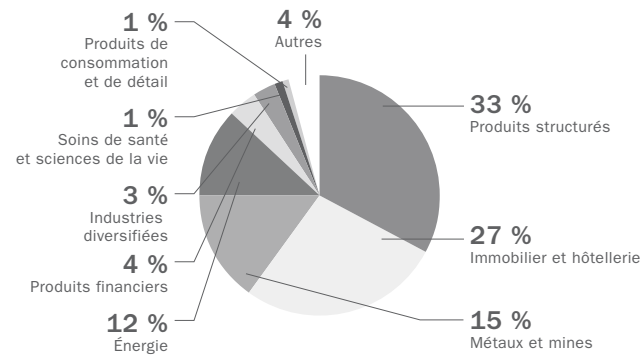


**Produits tirés du financement de sociétés par secteur**

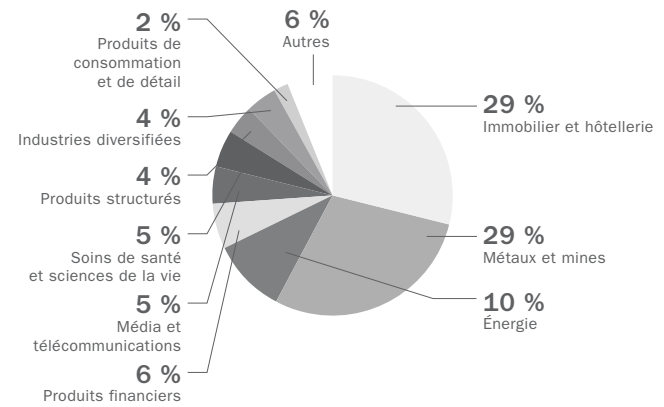


**CANACCORD GENUITY – CANADA**

**Transactions de financement de sociétés par secteur**

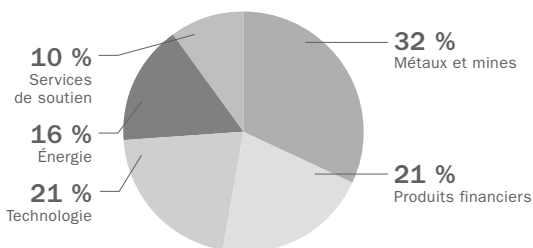


**Produits tirés du financement de sociétés par secteur**

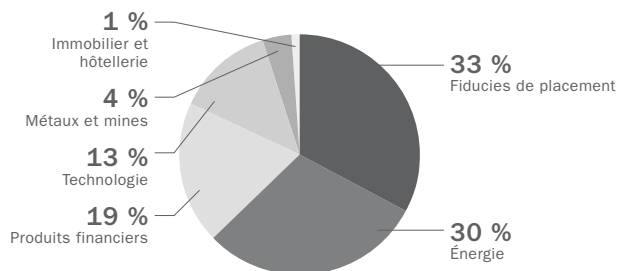


**CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE**

Transactions de financement de sociétés par secteur

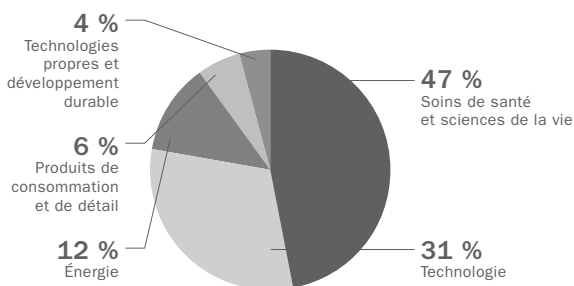


Produits tirés du financement de sociétés par secteur

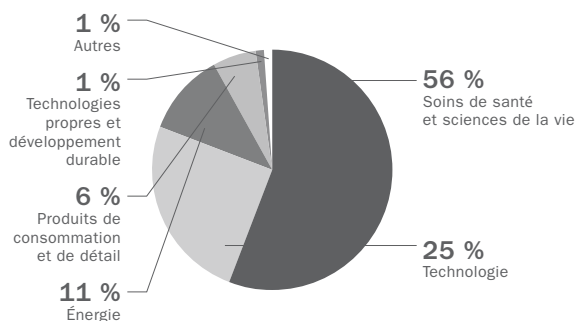


**CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS**

Transactions de financement de sociétés par secteur

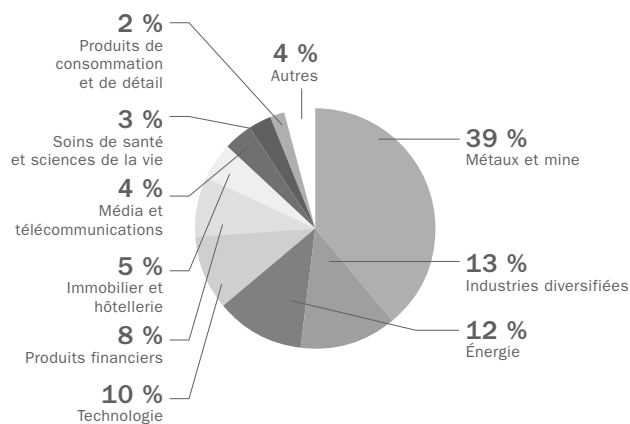


Produits tirés du financement de sociétés par secteur

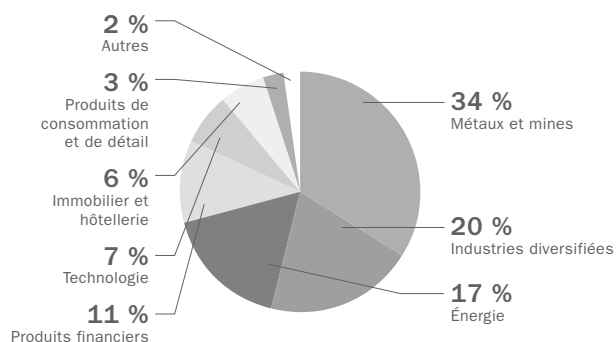


**CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER**

Transactions de financement de sociétés par secteur



Produits tirés du financement de sociétés par secteur





## PLACEMENTS EN ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS AUXQUELS CANACCORD A PARTICIPÉ

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliards \$ CA, sauf le nombre de transactions)	2013		2012	
	Nombre de transactions	Valeur totale des transactions	Nombre de transactions	Valeur totale des transactions
Canada	288	23,7 \$	274	2,4 \$
Royaume-Uni et Europe	26	2,7	11	0,7
États-Unis	44	4,7	38	3,7
Autres établissements à l'étranger	24	0,3	—	—
<b>Total</b>	<b>382</b>	<b>31,4 \$</b>	<b>323</b>	<b>6,8 \$</b>

Sources : Financial Post Data Group et sources de la Société.

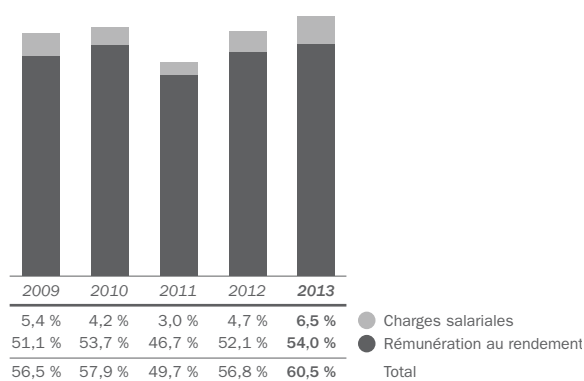
## CHARGES

Les charges pour l'exercice 2013 se sont élevées à 529,7 millions \$, en hausse de 41,2 % par rapport à l'exercice précédent. Le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des éléments importants de 30,4 millions \$, y compris des frais de restructuration engagés afin de mieux utiliser les synergies entre CSHP et les activités existantes de Canaccord Genuity et des éléments de la charge liée aux acquisitions ayant trait à l'acquisition de Kenosis Capital Partners. Au cours de l'exercice précédent, Canaccord Genuity avait comptabilisé des éléments importants de 45,0 millions \$ liés à l'acquisition de CSHP et d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement, Canaccord BGF). Compte non tenu des éléments importants, le total des charges s'est établi à 499,3 millions \$ pour l'exercice 2013, en hausse de 169,2 millions \$, ou 51,3 %, par rapport à l'exercice 2012, surtout en raison des charges additionnelles engagées relativement à l'élargissement des activités.

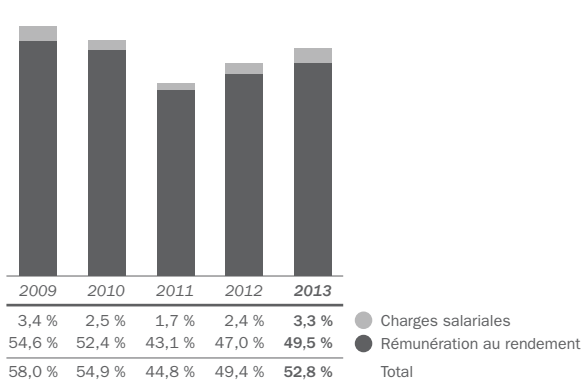
### Rémunération au rendement et charges salariales

À l'exercice 2013, la charge de rémunération au rendement a grimpé de 95,7 millions \$, ou 49,2 %, par rapport à l'exercice 2012, sous l'effet de la croissance des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a été de 54,0 %, soit une hausse de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2012, attribuable à l'augmentation de la charge au titre du RILT engagée au cours de l'exercice considéré, liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Les charges salariales pour l'exercice 2013 ont bondi de 17,4 millions \$, ou 97,4 %, par rapport à l'exercice 2012, en raison de notre expansion mondiale au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,7 points de pourcentage pour s'établir à 60,5 %.

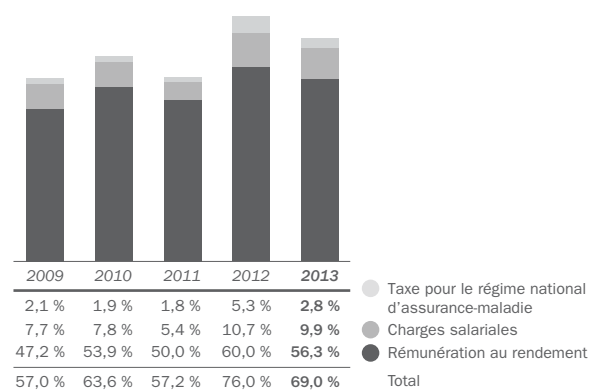
### RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



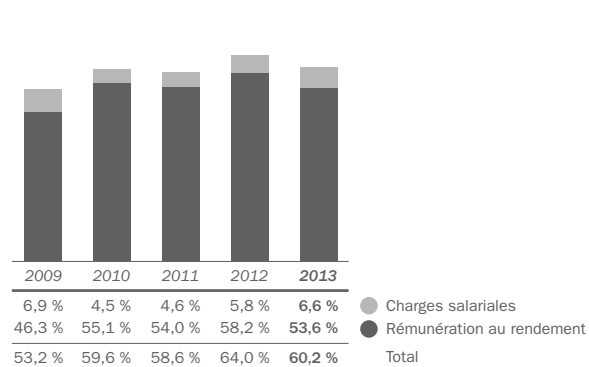
### RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – CANADA



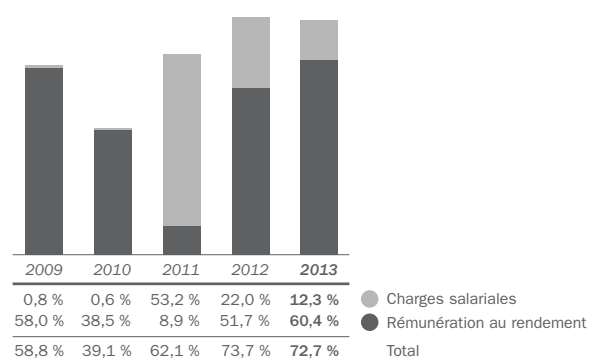
### RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE



### RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



### RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER



#### Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants ont été de 174,0 millions \$, en hausse de 56,2 millions \$. La plus grande fluctuation des autres charges indirectes est attribuable à une augmentation des frais d'administration de 15,0 millions \$. Les éléments suivants sont responsables en grande partie de la variation des autres charges indirectes : une augmentation de 14,8 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie, un accroissement de 12,1 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel, une hausse de 10,7 millions \$ des frais de négociation, un accroissement de 10,6 millions \$ de la dotation aux amortissements et une augmentation de 5,2 millions \$ de la charge d'intérêts.

Les charges indirectes ont considérablement augmenté, comme l'exigeait la croissance du secteur Canaccord Genuity et l'intégration des entreprises acquises aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux Autres établissements à l'étranger. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une hausse de 14,8 millions \$ en regard de l'exercice 2012, ce qui s'explique par l'accroissement de l'effectif moyen au cours de l'exercice 2013 et par l'expansion mondiale des plateformes technologiques. Les frais liés aux locaux et au matériel ont monté de 12,1 millions \$ en raison de l'acquisition d'espace de bureaux additionnel. Les frais de négociation ont augmenté de 10,7 millions \$ au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'ajout de certaines activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis. La charge d'intérêts a été 5,2 millions \$ plus élevée en raison de la recrudescence des activités d'emprunt d'actions dans nos activités au Royaume-Uni. Les frais d'administration, qui englobent les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, se sont accrus de 15,0 millions \$, du fait principalement de l'élargissement de nos activités ainsi que de l'imputation de certains frais d'intégration afin d'aligner les diverses divisions mondiales.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et de CSHP a été le principal inducteur de l'augmentation de 10,6 millions \$ de la dotation aux amortissements.

Les éléments importants comprennent les frais de restructuration, les frais connexes aux acquisitions et l'amortissement des immobilisations incorporelles lié aux acquisitions de Genuity, soit une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et CSHP. À l'exercice 2013, Canaccord Genuity a engagé des frais de restructuration de 15,2 millions \$ liés à la restructuration des activités

aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et au Canada afin de mieux intégrer les activités acquises et de dégager un rendement plus solide dans l'avenir. Des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ ont également été comptabilisés relativement à l'acquisition de Kenosis Capital. En outre, l'amortissement des immobilisations corporelles dans le secteur Canaccord Genuity a atteint 14,7 millions \$, soit 9,2 millions \$, ou 168,4 %, de plus qu'à l'exercice 2012.

## RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ET FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

À l'exercice 2013, le résultat avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés s'est élevé à 7,9 millions \$ par rapport à une perte avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés de 1,7 million \$ à l'exercice 2012. Compte non tenu des éléments importants, le résultat avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés a été de 38,2 millions \$ comparativement à 43,4 millions \$ à l'exercice 2012. Les conditions de marché difficiles qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2013, conjuguées à l'augmentation des frais d'intégration de nos activités nouvellement acquises, ont donné lieu à une baisse du résultat compte non tenu des éléments importants à l'exercice 2013.

## GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

### Vue d'ensemble

La division de gestion de patrimoine Canaccord offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. Canaccord a maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Au cours des deux derniers exercices, Canaccord a stratégiquement étendu sa plateforme de gestion de patrimoine à de nouvelles régions grâce aux activités d'acquisition en vue d'accroître la constance de ses sources de produits des activités ordinaires par la diversification des marchés et l'ajout d'activités de gestion de patrimoine pour la plupart tarifées.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte des bureaux à six endroits au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, aux îles de la Manche, à l'île de Man et en Suisse. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise sont tirés à 61 % des activités tarifées, soit une proportion beaucoup plus élevée que pour les activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Canada. L'entreprise sert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni et leur offre des options de placement de produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris onze fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au cours de l'exercice 2013, Canaccord a recentré de manière stratégique sa division de gestion de patrimoine au Canada, concentrant ses activités dans les principaux centres canadiens. La Société estime que sa stratégie aidera à renforcer sa plateforme canadienne de gestion de patrimoine en axant ses services de placement et de soutien dans les marchés où elle a développé une forte présence et ceux qui montrent des perspectives de croissance des parts de marché.

Au cours des trois derniers exercices, Canaccord s'est appliquée à repositionner ses opérations de gestion de patrimoine au Canada pour répondre aux besoins et aux préférences en évolution des investisseurs canadiens. L'association de conseillers ayant différentes approches d'affaires et l'amélioration du soutien aux conseillers ayant des approches globales de gestion de patrimoine sont des exemples d'initiatives mises en œuvre par la Société pour nous assurer de satisfaire aux besoins d'une clientèle vieillissante plus conservatrice qui a de vastes besoins de planification financière. De plus, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a grandement amélioré ses programmes de formation des conseillers au cours des dernières années pour que les équipes de conseillers fassent preuve de l'expertise tous azimuts requise pour fournir des conseils globaux en gestion de patrimoine. Au cours de l'exercice 2013, la Société a obtenu le taux de participation le plus élevé jamais enregistré à ses programmes de formation, ce qui représente 3 020 engagements de formation distincts de la part des conseillers canadiens de la Société.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a continué d'accroître sa présence en Australie au cours de l'exercice 2013. Pendant cette période, l'entreprise a accueilli Trent McCamley à titre de chef, Gestion de patrimoine (Australie), ainsi que de nombreux nouveaux conseillers. Au 31 mars 2013, la Société comptait onze conseillers en placement en Australie. Ensemble, ils ont généré une croissance des actifs sous gestion de près de 50 %, pour les porter à 451 millions \$ dans cette région.

Après la clôture de l'exercice 2013, le 1<sup>er</sup> mai 2013, l'ensemble des activités de gestion de patrimoine de Canaccord ont été renommées Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Auparavant, ces activités se nommaient de la manière suivante :

- Gestion de patrimoine Canaccord (Canada et Australie)
- Collins Stewart Wealth Management (Royaume-Uni et Europe)
- Eden Financial (Royaume-Uni)

### Profil de l'industrie

Le regroupement des activités de gestion de patrimoine est toujours d'actualité dans le secteur au Canada et au Royaume-Uni. Au Canada, où l'exploitation des activités d'envergure et de prise ferme est un facteur clé de succès pour les plus petites maisons de courtage, le secteur a vu une foule de participants quitter le marché, adopter de nouveaux modèles de service à la clientèle ou se faire acquérir. Au Royaume-Uni, on prévoit que le fardeau réglementaire de plus en plus lourd amènera des défis pour bon nombre de sociétés de gestion de patrimoine plus petites. Par conséquent, les activités de fusions et acquisitions devraient croître dans le secteur de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni au cours des prochaines années. Ce secteur très fragmenté vise le regroupement pour assurer sa réussite face aux nouvelles exigences en matière de conformité.

Au Canada, le contexte de recrutement de conseillers en placement chevronnés demeure très concurrentiel, certains participants aux marchés proposant aux candidats des offres historiquement élevées pour prendre de l'envergure ou étendre leurs canaux de distribution de fonds exclusifs. Les marges des sociétés de gestion de patrimoine au Canada continuent de se resserrer, les volumes demeurant bas par rapport aux exercices précédents.

### Perspectives

Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à solidifier le rendement de l'entreprise canadienne, à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter les produits tirés des honoraires.

Les activités tarifées récurrentes représentant plus de 60 % des produits des activités ordinaires, les sources de revenus générées par les activités de gestion de patrimoine de Canaccord au Royaume-Uni et en Europe devraient contribuer à améliorer la stabilité du rendement global de la division. Canaccord prévoit que des occasions de croissance des actifs et de la clientèle du secteur de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni se présenteront au cours des prochaines années, car les exigences réglementaires de plus en plus lourdes dans ce secteur deviendront économiquement intenable pour les plus petits participants. L'acquisition, par la Société, des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial au cours de l'exercice 2013 a été sa première acquisition témoignant de ces occasions. On s'attend à un regroupement global du secteur au Royaume-Uni, par suite de laquelle des sociétés de gestion de patrimoine moins nombreuses mais de plus grande envergure se livreront concurrence pour la prestation de services dans ce marché.

Au Canada, Canaccord continuera à focaliser sur l'exploitation d'une plateforme complète de services de gestion de patrimoine de haute qualité. Bien que le contexte d'embauche demeure difficile, nous nous attendons à avoir un certain succès en la matière dans des marchés locaux choisis.

La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, pour poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers. Ces activités de formation prennent de l'ampleur et devraient soutenir la croissance des services tarifés offerts dans l'ensemble de l'entreprise canadienne. En outre, les efforts visant à faire croître les activités tarifées au Canada sont en cours et consistent à associer des conseillers ayant une approche traditionnelle des activités de courtage à des conseillers qui se concentrent sur des services complets de gestion de patrimoine.

Comme les préférences des clients évoluent, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity évalue également les occasions, dans les différentes régions géographiques, d'améliorer sa plateforme numérique, de fournir un plus grand accès en ligne ou de tirer profit des médias sociaux pour communiquer avec les clients.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement des services et des produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

**RENDEMENT FINANCIER<sup>1, 2</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'équipes de conseillers, de conseillers, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 mars

	2013	2012	Variation 2013/2012	
Produits des activités ordinaires	235 085 \$	201 290 \$	33 795 \$	16,8 %
Charges				
Rémunération au rendement	111 583	101 364	10 219	10,1 %
Charges salariales	23 651	15 437	8 214	53,2 %
Autres charges indirectes	77 457	44 687	32 770	73,3 %
Frais de restructuration	15 485	900	14 585	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 331	4 077	(2 746)	(67,4) %
Total des charges	229 507	166 465	63 042	37,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>3</sup>	5 579 \$	34 825 \$	(29 246) \$	(84,0) %
ASG – Canada (discrétionnaires) <sup>4</sup>	835	677	158	23,3 %
ASA – Canada <sup>5</sup>	10 429	14 828	(4 399)	(29,7) %
ASG – Royaume-Uni et Europe <sup>6</sup>	15 936	13 087	2 849	21,8 %
ASG – Australie <sup>7</sup>	451	—	451	négl.
Total	26 816	27 915	(1 099)	(3,9) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	178	280	(102)	(36,4) %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	122	106	16	15,1 %
Nombre de conseillers – Australie	12	—	12	négl.
Nombre d'employés	769	960	(191)	(19,9) %
<b>Compte non tenu des éléments importants</b>				
Total des charges	206 836	161 488	45 348	28,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat	28 249	39 802	(11 553)	(29,0) %

<sup>1)</sup> Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis, en Australie, et au Royaume-Uni et en Europe. Les résultats opérationnels des anciennes entités de Collins Stewart Wealth Management depuis le 22 mars 2012 et ceux des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 sont également inclus.

<sup>3)</sup> Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 52.

<sup>4)</sup> Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

<sup>5)</sup> Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires.

<sup>6)</sup> Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

<sup>7)</sup> Les ASG en Australie représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions et des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires tirés de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity à l'exercice 2013 se sont inscrits à 235,1 millions \$, en hausse de 33,8 millions \$, ou 16,8 %, par rapport à l'exercice 2012. L'expansion de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a donné lieu à une hausse globale des produits des activités ordinaires, laquelle a été contrebalancée par une baisse des produits des activités ordinaires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles à la volatilité des conditions de marché.

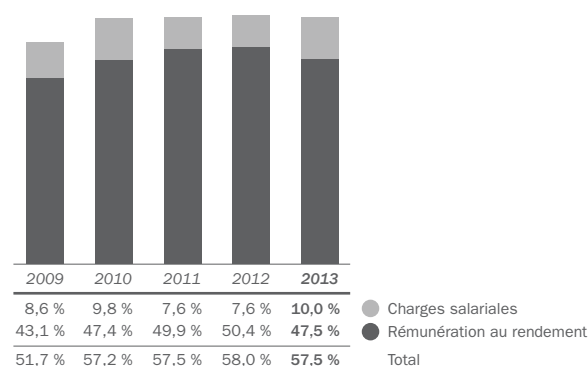
Au cours de l'exercice 2013, la Société a fermé 16 succursales canadiennes dont le rendement était insuffisant afin de recentrer ses activités canadiennes de gestion de patrimoine.

Les ASA au Canada ont baissé de 29,7 % pour s'établir à 10,4 millions \$ au 31 mars 2013, essentiellement du fait des faibles rendements des marchés et de la fermeture de succursales par suite de la restructuration des activités canadiennes de gestion de patrimoine. Les ASG au Canada ont grimpé de 23,3 % comparativement à l'exercice 2012, la Société s'intéressant à l'élargissement de cette source de produits moins volatile. Il y avait 178 équipes de conseillers au Canada, soit 102 de moins qu'il y a un an.

Grâce à l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a poursuivi l'expansion de son secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Les ASG au Royaume-Uni et en Europe au 31 mars 2013 totalisaient 15,9 milliards \$, soit 2,8 milliards \$, ou 21,8 %, de plus qu'au 31 mars 2012. Les produits tirés des honoraires de nos activités au Royaume-Uni et en Europe représentaient 61,1 % du total des produits des activités ordinaires de ces régions géographiques. Comme il a déjà été mentionné, l'entreprise a une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

Les charges pour l'exercice 2013 se sont établies à 229,5 millions \$, en hausse de 63,0 millions \$, ou 37,9 %, par rapport à l'exercice 2012. Le total de la charge de rémunération a augmenté en raison de la hausse de 10,2 millions \$ de la rémunération au rendement et de la montée de 8,2 millions \$ des charges salariales par suite de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

## TOTAL DE LA RÉMUNÉRATION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY



Compte non tenu des éléments importants, les charges autres que de rémunération se sont établies à 71,6 millions \$, en hausse de 26,9 millions \$ en regard de 44,7 millions \$ à l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à une augmentation de 11,9 millions \$ des frais d'administration découlant de l'accroissement de la charge liée aux règlements avec les clients. L'expansion des activités réalisée au moyen de l'acquisition de CSHP a donné lieu à une augmentation de 10,2 millions \$ des frais d'administration, à une hausse de 5,7 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie, à un accroissement de 6,7 millions \$ de la dotation aux amortissements, à une augmentation de 4,3 millions \$ des frais de négociation et à une hausse de 2,9 millions \$ des frais de développement.

Les éléments importants engagés au cours de l'exercice 2013 comprennent des frais connexes aux acquisitions de 1,3 million \$ liés à l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial et des frais de restructuration de 15,5 millions \$ comptabilisés relativement à la fermeture de succursales canadiennes dont le rendement était insuffisant, dont il a été question ci-avant, ainsi que l'intégration des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Le résultat avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity pour les exercices 2013 et 2012 s'est établi à respectivement 5,6 millions \$ et 34,8 millions \$. La baisse des produits des activités ordinaires dans nos activités canadiennes, conjuguée aux frais de restructuration importants, a été le principal facteur responsable de la diminution du résultat avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés pour l'exercice 2013.

### NON SECTORIEL ET AUTRES

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (division des services de courtage de correspondance de Canaccord), les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Pinnacle offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que de guichet et d'arrière-guichet à des remisiers. La division Pinnacle a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Canaccord a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. Canaccord compte environ 332 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Canaccord sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Le groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des transactions sur titres, dont l'exécution des ordres d'achat et de vente, le règlement des transactions sur titres ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Canaccord incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de Canaccord à tout moment.

**RENDEMENT FINANCIER<sup>1</sup>**

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	2013	2012	Variation 2013/2012	
Produits des activités ordinaires	24 477 \$	30 097 \$	(5 620) \$	(18,7) %
Charges				
Rémunération au rendement	5 033	9 139	(4 106)	(44,9) %
Charges salariales	29 701	30 671	(970)	(3,2) %
Autres charges indirectes	26 006	32 776	(6 770)	(20,7) %
Frais de restructuration	900	5 275	(4 375)	(82,9) %
Frais connexes aux acquisitions	—	1 513	(1 513)	(100,0) %
Total des charges	61 640	79 374	(17 734)	(22,3) %
Perte avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	(37 163) \$	(49 277) \$	12 114 \$	24,6 %
Nombre d'employés	332	378	(46)	(12,2) %
<b>Compte non tenu des éléments importants</b>				
Total des charges	60 740	72 586	(11 846)	(16,3) %
Perte avant impôt sur le résultat	(36 263) \$	(42 489) \$	6 226 \$	14,7 %

<sup>1)</sup> Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés.

<sup>2)</sup> Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2013 se sont établis à 24,5 millions \$, en baisse de 5,6 millions \$, ou 18,7 %, par rapport à l'exercice 2012. La variation est principalement attribuable à une diminution de 2,6 millions \$ des autres produits et à une baisse de 2,9 millions \$ des produits d'intérêts. Les autres produits ont diminué en raison d'une réduction des profits de change liée aux fluctuations du dollar canadien, et les produits d'intérêts ont diminué sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt et des soldes détenus dans les comptes productifs d'intérêts.

Les charges de l'exercice 2013 se sont établies à 61,6 millions \$, en baisse de 17,7 millions \$, ou 22,3 %. La diminution de 4,1 millions \$ de la charge de rémunération au rendement est liée à la baisse de la rentabilité du groupe consolidé de sociétés. Les frais d'administration ont baissé de 6,9 millions \$, ou 43,1 %, sous l'effet des efforts de compression des coûts dans ce secteur. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a engagé des frais de restructuration de 0,9 million \$ liés aux réductions des effectifs dans les fonctions d'arrière-guichet.

La perte avant impôt sur le résultat et frais intersectoriels imputés s'est établie à 37,2 millions \$ pour l'exercice 2013 en regard d'une perte de 49,3 millions \$ à l'exercice précédent.

**FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS**

Au cours de l'exercice 2013, l'équipe d'arrière-guichet de Canaccord s'est concentrée sur la poursuite de l'intégration des TI et des systèmes entre les régions afin d'assurer un partage efficace de l'information, d'identifier des occasions d'économies de coûts au sein de la plateforme opérationnelle de la Société, d'élaborer des stratégies de marque et de communication, et d'appuyer les changements opérationnels apportés à la division de gestion de patrimoine de la Société. Les effectifs ont aussi fait l'objet d'évaluations et d'ajustements dans certains services de soutien au cours de l'exercice, dans le but de mieux aligner les niveaux de soutien avec l'évolution des besoins de l'entreprise.

Les résultats de la division Pinnacle Correspondent Services de Canaccord sont aussi présentés dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette division nous permet d'optimiser nos investissements dans l'infrastructure et nos capacités technologiques. Grâce à son propre portail Web, Pinnacle donne accès à des services de guichet et d'arrière-guichet de pointe à ses clients du courtage de correspondance. Canaccord a pris un engagement à long terme important envers cette gamme de services et continue de la considérer comme une composante importante de nos services interentreprises.

**FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS**

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des profits et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour l'exercice clos le 31 mars 2013, les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres ont été de 35,5 millions \$ pour Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et de 10,3 millions \$ pour Canaccord Genuity.

## Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous<sup>1</sup>.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2013	2012	2011	2010	2009
	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada
<b>Actif</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	491 012 \$	814 238 \$	954 068 \$	731 852 \$	701 173 \$
Titres détenus	924 337	1 171 988	947 185	362 755	133 691
Créances clients	2 513 958	3 081 640	2 828 812	1 972 924	1 061 161
Impôt sur le résultat à recevoir	—	8 301	—	—	23 771
Actifs d'impôt différé	12 552	3 959	1 503	13 190	15 680
Placements	3 695	9 493	5 934	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA)	—	—	—	—	35 312
Matériel et aménagement des locaux loués	42 979	51 084	40 818	38 127	46 311
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	614 969	622 020	319 180	—	—
<b>Total de l'actif</b>	<b>4 603 502 \$</b>	<b>5 762 723 \$</b>	<b>5 097 500 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dette bancaire	66 138 \$	75 141 \$	13 580 \$	29 435 \$	75 600 \$
Facilité de crédit à court terme	—	150 000	—	—	—
Titres vendus à découvert	689 020	914 649	722 613	364 137	79 426
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 746 790	3 590 266	3 557 275	2 308 146	1 469 369
Impôt sur le résultat à payer	4 428	—	23 977	5 385	—
Contrepartie éventuelle	14 218	—	—	—	—
Passifs d'impôt différé	2 576	8 088	8 163	—	—
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	25 000
Capitaux propres	1 049 163	992 125	756 892	401 745	372 704
Participations ne donnant pas le contrôle	16 619	17 454	—	—	—
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>4 603 502 \$</b>	<b>5 762 723 \$</b>	<b>5 097 500 \$</b>	<b>3 123 848 \$</b>	<b>2 022 099 \$</b>

<sup>1</sup>) La Société a adopté les IFRS en date du 1<sup>er</sup> avril 2011. Par conséquent, les données des périodes comparatives closes les 31 mars 2012 et 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des périodes précédant l'exercice clos le 31 mars 2011 sont conformes aux PCGR du Canada.

### ACTIF

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 491,0 millions \$ au 31 mars 2013, contre 814,2 millions \$ au 31 mars 2012. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus totalisaient 0,9 milliard \$ par rapport à 1,2 milliard \$ le 31 mars 2012, surtout en raison d'une diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que des actions et débetures convertibles.

Les créances clients s'élevaient à 2,5 milliards \$ au 31 mars 2013, comparativement à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2012, baisse attribuable à une diminution des montants à recevoir de clients et des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie. Le goodwill et les immobilisations incorporelles se sont établis à respectivement 484,7 millions \$ et 130,3 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity, de The Balloch Group (TBG), d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited, de CSHP, de Kenosis Capital Partners et d'Eden Financial Ltd.

Les autres actifs totalisaient 59,2 millions \$ au 31 mars 2013 comparativement à 72,8 millions \$ au 31 mars 2012. La baisse est principalement imputable à des diminutions des impôts sur le résultat à recevoir, des placements et du matériel et des aménagements des locaux loués, contrebalancées par une augmentation des actifs d'impôt différé. Le matériel et les aménagements des locaux loués ont diminué surtout du fait de l'amortissement normal de ces actifs. Les impôts sur le résultat à recevoir ont reculé du fait des importants remboursements qui étaient attendus au Canada et au Royaume-Uni au cours de l'exercice précédent. Les actifs d'impôt différé se sont accrus en raison des soldes acquis auprès de CSHP et de Canaccord Genuity (Australia) Limited, et les placements ont diminué par suite de la vente de notre placement dans Alpha.



## PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Le 31 mars 2013, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 705,5 millions \$ (650,4 millions \$ au 31 mars 2012). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2013, la dette bancaire de la Société était de 66,1 millions \$, en comparaison de 75,1 millions \$ au 31 mars 2012.

Outre les facilités de crédit dont il est question ci-dessus, au cours de l'exercice 2012, la Société a conclu une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150,0 millions \$ afin de financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de CSHP. La facilité de crédit a été entièrement remboursée au cours de l'exercice 2013.

Les dettes fournisseurs et les provisions se sont établies à 2,7 milliards \$, en baisse comparativement à 3,6 milliards \$ le 31 mars 2012, essentiellement du fait de la baisse des sommes dues aux clients et des sommes dues aux courtiers.

Les titres vendus à découvert ont atteint 689,0 millions \$, soit 225,6 millions \$ de moins qu'au 31 mars 2012, alors qu'ils étaient de 914,6 millions \$. Ce recul résulte d'une baisse des positions vendeurs sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que d'une diminution des actions et des débentures convertibles.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, la contrepartie éventuelle, les passifs d'impôt différé et l'impôt sur le résultat à payer, s'élevaient à 36,2 millions \$ au 31 mars 2013 et à 23,1 millions \$ au 31 mars 2012. La Société a comptabilisé une contrepartie éventuelle de 6,0 millions \$ relativement à l'acquisition d'actifs et de passifs de Kenosis Capital, et 8,2 millions \$ relativement à l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial. L'augmentation s'explique également par la hausse de l'impôt sur le résultat à payer.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 16,2 millions \$ au 31 mars 2013, en comparaison de 17,5 millions \$ au 31 mars 2012, ce qui représente 50 % de l'actif net de nos activités en Australie.

## Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (3,2 millions \$ US) (1,9 million \$ (1,9 million \$ US) au 31 mars 2012) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 mars 2013.

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2014	Exercice 2015– Exercice 2016	Exercice 2017– Exercice 2018	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	233 800 \$	33 626 \$	63 915 \$	48 162 \$	88 097 \$

## Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, auxquels vient s'ajouter la dette subordonnée.

Le 31 mars 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 491,0 millions \$, en baisse de 323,2 millions \$ par rapport à 814,2 millions \$ au 31 mars 2012. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, un montant de 130,4 millions \$ a été affecté aux activités de financement, essentiellement lié aux emprunts sur la facilité de crédit à court terme de 150 millions \$, contrebalancés par le produit net de 94,8 millions \$ provenant de l'émission d'actions privilégiées de série C. La Société a aussi versé des dividendes sur les actions privilégiées et ordinaires de 37,7 millions \$ et a acquis des actions ordinaires totalisant 14,9 millions \$ dans le cadre du régime d'intéressement à long terme. Un montant de 13,1 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement par suite de l'achat d'équipement et de l'aménagement des locaux loués, ainsi que de l'acquisition d'Eden Financial et de Kenosis Capital. Un montant de 176,6 millions \$ a été affecté aux activités opérationnelles, du fait d'une perte nette comptabilisée au cours de l'exercice et des variations du fonds de roulement. Une diminution de la trésorerie de 3,2 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins des activités opérationnelles et de la réglementation. La majeure partie des actifs courants figurant à l'état de la situation financière de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à

ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers représentant les soldes nets liés à leurs comptes clients.

## Données sur les actions ordinaires en circulation

	Actions ordinaires en circulation aux 31 mars	
	2013	2012
Nombre d'actions émises et en circulation, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	93 061 796	94 025 877
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	102 896 172	101 688 721
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué <sup>3</sup>	109 879 724	106 883 242
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	92 217 726	76 715 248
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué <sup>4</sup>	102 402 082	84 682 497

<sup>1)</sup> Exclut 4 872 547 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 4 961 829 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

<sup>2)</sup> Exclut 4 872 547 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 4 961 829 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

<sup>3)</sup> Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 6 983 552 actions.

<sup>4)</sup> S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA dilué.

En août 2012, la Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, les actions pouvant être rachetées représentaient 2,93 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Il n'y a eu aucun rachat d'actions dans le cadre de l'OPRCNA entre le 31 août 2012 et le 31 mars 2013.

Au 21 mai 2013, 102 822 669 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

## ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES

	Exercice 2013
<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2012</b>	<b>101 688 721</b>
Actions émises dans le cadre du RILT	844 766
Actions émises dans le cadre du régime d'actionnariat de Corazon Capital Group Limited Share Plan	170 562
Actions émises dans le cadre du programme de maintien en fonction	109 979
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	198 872
Actions annulées	(116 728)
<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2013</b>	<b>102 896 172</b>

## Actions privilégiées

### ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a clôturé l'option de surallocation et a émis 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit à leur gré de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

### ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Le 22 mars 2012, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'émettre 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 100 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série D ») sous réserve de certaines conditions le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement si la Société en déclare à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 4,03 %.

La Société peut racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite en tout ou en partie à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Le placement a été clôturé le 10 avril 2012. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est établi à 97,5 millions \$.

## Données sur les actions privilégiées en circulation

### ÉMISSION D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES

	Série A	Série C
Actions privilégiées émises et en circulation au 31 mars 2012	4 540 000	—
Émission d'actions privilégiées	—	4 000 000
Actions propres	—	(106 794)
<b>Total des actions privilégiées émises et en circulation au 31 mars 2013</b>	<b>4 540 000</b>	<b>3 893 206</b>

## Régimes de paiement fondé sur des actions

### RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

### PRÊTS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre aux employés des prêts-subsventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions. Les prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires comprennent le régime d'intéressement des employés, le régime de rémunération discrétionnaire et le programme de partenariat.

### RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

## RÉGIME D'ACTIONNARIAT DE CORAZON CAPITAL GROUP LIMITED

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a pris en charge l'obligation en cours au titre du régime d'achat d'actions de Corazon Capital Group Limited (le « régime d'achat d'actions de Corazon »). Le régime d'achat d'actions de Corazon a été conclu par CSHP relativement à son acquisition de Corazon Capital Group Limited, firme indépendante de consultation en matière de placement établie à Guernesey. L'obligation a été réglée par l'émission de 170 562 actions ordinaires de Canaccord, dont les droits ont été acquis en mars 2013, et une contrepartie au comptant de 2,2 millions \$ (1,4 million £). Aucune autre attribution ne sera octroyée par Canaccord dans le cadre du régime d'achat d'actions de Corazon.

## OPTIONS SUR ACTIONS

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 2 384 910 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,84 \$ l'action ordinaire.

## PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION

Par suite de l'acquisition de The Balloch Group (TBG), la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction qui prévoit l'émission de 1 187 847 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits graduelle sur cinq ans à l'intention des principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia, en fonction des produits générés en Asie dans l'avenir. En outre, le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation. Au 31 mars 2013, ce programme a été réglé en raison du départ de plusieurs principaux membres du personnel, ce qui a entraîné la renonciation à 917 212 actions et a accéléré l'acquisition des droits de 270 635 actions.

## UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, La Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée, et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

## AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice, d'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

## Centre financier international

Canaccord est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

## Change

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Le 31 mars 2013, les contrats à terme de gré à gré en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 14,8 millions \$ US, une hausse de 1,5 million \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 3,8 millions \$ US, une baisse de 5,5 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces transactions est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Le secteur d'activité Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

## Transactions avec des parties liées

---

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous forte influence de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société et les membres de la direction, qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit de commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers régimes de paiement fondé sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013 pour plus d'information sur la rémunération des principaux dirigeants et les transactions avec ceux-ci. La note 18 des états financiers consolidés au 31 mars 2013 comprend aussi le solde des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer avec les principaux dirigeants.

## Méthodes comptables critiques et estimations

---

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les méthodes comptables de Canaccord sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

La préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2013 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des passifs contractés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la Société, évalués à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle de l'entreprise acquise. Pour tout regroupement d'entreprises, la Société détermine si elle évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou selon la quote-part de la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. La méthode fondée sur la quote-part a été adoptée pour l'acquisition de la participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme étant détenus en vue de la vente selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, qui sont comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Toute contrepartie éventuelle qui sera transférée par l'acquéreur est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition à la meilleure estimation de ce montant. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle inscrite au passif seront comptabilisées dans les états du résultat.

Le goodwill découlant de l'acquisition est comptabilisé à titre d'actif et initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables qui ont été acquis et des passifs qui ont été repris. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée aux états du résultat consolidé.

Par suite de la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans chacun des regroupements d'entreprises doit, à partir de la date d'acquisition, être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier des regroupements correspondants, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable doivent être réexaminés au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

## DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et comptabilisée dans l'état du résultat.

Afin de déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chaque UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur des activités poursuivies sont comptabilisées aux états du résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la plus récente perte de valeur comptabilisée. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans l'état du résultat sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, dans lequel cas, la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

### Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) auquel se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

## COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que l'on peut évaluer ces avantages de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la

comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

## **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

### **Impôt exigible**

Les actifs et les passifs d'impôt pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

### **Impôt différé**

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporelles à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans le cas où le passif d'impôt différé est généré par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable auquel ces différences temporelles déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les états du résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

## **PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS**

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire.

### Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront finalement acquis lorsqu'elle calcule les dotations aux amortissements. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres qui finalement ne sont pas acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

### Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états du résultat.

### PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les états du résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôts reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

## Modifications futures aux méthodes comptables et aux estimations

---

La Société surveille continuellement les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013 pour de plus amples renseignements.

## Regroupements d'entreprises

---

### i] Eden Financial Ltd.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2012, la Société a acquis la totalité des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., société indépendante de gestion de placements pour le compte de clients privés, pour une contrepartie de 20,3 millions \$ (12,8 millions £), dont 12,2 millions \$ (7,7 millions £) ont été versés à la clôture et 8,1 millions \$ (5,1 millions £) sont payables après 12 mois, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de rendement relatives aux produits des activités ordinaires. D'autres incitatifs pouvant atteindre 6,3 millions \$ (4,0 millions £) seront versés à certains employés d'Eden Financial qui sont maintenus en fonction, sous réserve de l'atteinte de certains critères de rendement; ces incitatifs seront comptabilisés dans les charges sur une période de quatre ans à mesure qu'ils seront gagnés. Un paiement incitatif additionnel de 3,3 millions \$ (2,0 millions £) a également été attribué à certains employés d'Eden Financial, dont la moitié sera comptabilisée dans les charges sur une période d'acquisition des droits de un an et l'autre moitié sera comptabilisée sur une période d'acquisition des droits de deux ans. La Société a comptabilisé un goodwill de 10,2 millions \$ et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée de 2,4 millions \$ relativement à l'acquisition.



## ii) Kenosis Capital Partners

Le 14 septembre 2012, la Société a signé une entente avec Kenosis Capital Partners (Kenosis Capital), banque d'investissement et groupe consultatif, portant sur l'acquisition de certains actifs et passifs pour une contrepartie au comptant de 1,2 million \$ et une contrepartie éventuelle additionnelle en fonction de l'atteinte de certaines cibles de rendement. Cette transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises selon l'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises* (IFRS 3), et a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La transaction a été clôturée le 16 septembre 2012. La Société a comptabilisé un goodwill de 7,2 millions \$ relativement à l'acquisition.

## Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

---

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR

En date du 31 mars 2013, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2013 et pendant l'exercice clos à cette date.

### CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2013 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

## Gestion des risques

---

### VUE D'ENSEMBLE

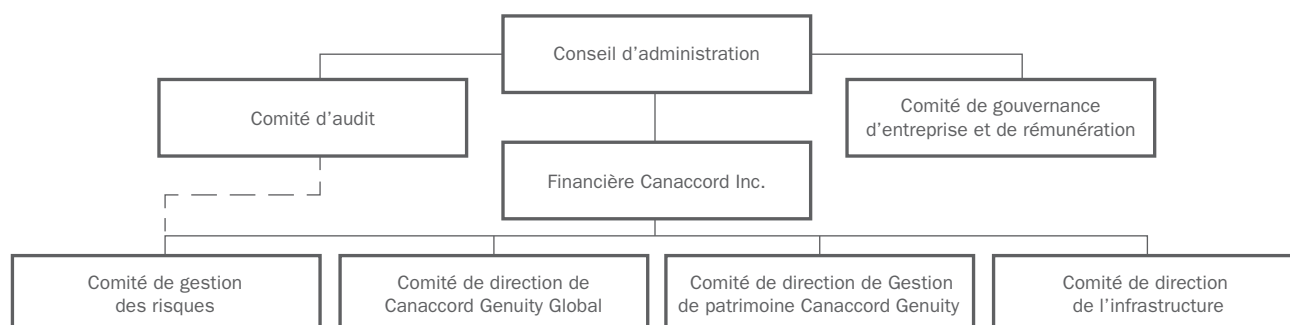
L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Canaccord s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de Canaccord sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Canaccord.

## STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de Canaccord s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Canaccord en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, au chef de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de Canaccord comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Le mandat du comité d'audit a été mis à jour au cours de l'exercice 2013 afin de mieux refléter la surveillance de la fonction gestion des risques de la Société par le comité. Se reporter à la notice annuelle 2013 de Canaccord pour de plus amples renseignements.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. Également, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

## RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que ses positions sont prudentes par rapport au risque de marché. En outre, Canaccord a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Canaccord est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. Elle est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Canaccord atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites quant aux concentrations de contrôle, à la répartition et à l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. Canaccord gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Canaccord exploite un système de mesure de la valeur à risque (VaR) à l'échelle de l'entreprise pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, l'âge des comptes et les niveaux de concentration. Par conséquent, Canaccord s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait

aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction. Pour une description détaillée de la méthodologie de la VaR de Canaccord, se reporter à la rubrique « Risque de marché » de la notice annuelle 2013 de Canaccord.

## RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Canaccord. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, Canaccord applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Canaccord fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, Canaccord consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Canaccord est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si Canaccord est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Canaccord a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables.

Canaccord court aussi un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. Canaccord a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

Canaccord se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Canaccord court un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie et/ou de l'émetteur de l'instrument. Canaccord gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Canaccord comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

## RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de Canaccord, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Canaccord exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, Canaccord a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement de même que des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, Canaccord a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques ») qui aide la Société à mesurer, gérer, signaler et surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Canaccord a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, Canaccord conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

### Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but de :

- recenser et évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise;
- évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Canaccord a établi un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, évaluer et quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour Canaccord au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions géographiques. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

### AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante néfaste sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

#### Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Canaccord a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Canaccord qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Canaccord compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de Canaccord.

#### Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des affaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, Canaccord s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

### FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Canaccord et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2013 de Canaccord. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Canaccord juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

## RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2013, des hauts dirigeants et des administrateurs de Canaccord détenaient ensemble environ 6,1 % des actions ordinaires émises et en circulation de Financière Canaccord Inc. Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions et la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Canaccord de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

En outre, au 31 mars 2013, l'actionnaire le plus important que connaissait la direction était Franklin Templeton Investments Corp., par l'entremise d'un ou plusieurs de ses fonds communs de placement ou autres comptes de gestion. La participation totale de Franklin Templeton Investments Corp., soit 5 464 873 actions de Financière Canaccord Inc., a été confirmée dans son plus récent dépôt effectué en date du 15 décembre 2011. Canaccord n'a pas été mise au fait de changements de participation depuis ce dépôt. Selon les documents déposés, Franklin Templeton Investments Corp. détenait 5,3 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2013.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres, des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Canaccord.

### Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Canaccord pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

## Politique en matière de dividendes

---

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## Déclaration de dividendes

---

Le 21 mai 2013, le conseil d'administration a approuvé les dividendes suivants : dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 juin 2013 aux actionnaires inscrits le 31 mai 2013; dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2013 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2013; dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2013 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2013.

## Renseignements supplémentaires

---

Des informations additionnelles sur Canaccord, y compris la notice annuelle de Canaccord, ont été déposées sur le site Web de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).